



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Avril 2020

DEMANDE DE DÉCAISSEMENT AU TITRE DE LA FACILITÉ DE CRÉDIT RAPIDE—COMMUNIQUÉ DE PRESSE ; RAPPORT DES SERVICES DU FMI ET DÉCLARATION DE L'ADMINISTRATEUR POUR LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Dans le cadre de la demande de décaissement au titre de la facilité de crédit rapide, les documents ci-après ont été publiés et sont inclus dans le présent dossier :

- Un **communiqué de presse** comprenant une déclaration du président du conseil d'administration.
- Le **rapport des services du FMI** établi par une équipe des services de l'institution en vue de son examen par le conseil d'administration le 20 avril 2020, suite aux entretiens, achevés le 8 avril 2020, avec les autorités de la République centrafricaine relatifs à l'évolution et aux politiques économiques sous-tendant le décaissement du FMI au titre de la facilité de crédit rapide. La rédaction du rapport des services du FMI, sur la base des informations disponibles au moment de ces entretiens, a été achevée le 13 avril 2020.
- Une **analyse de la viabilité de la dette** établie par les services du FMI et de l'Association internationale de développement (IDA).
- Une **déclaration de l'administrateur** pour la République centrafricaine.

Le document suivant a été ou sera diffusé séparément :

Lettre d'intention adressée au FMI par les autorités de la République centrafricaine*

*Figure aussi dans le rapport des services du FMI

La politique de transparence du FMI autorise la suppression, dans les rapports des services du FMI et autres documents publiés, d'informations délicates au regard des marchés et d'informations qui divulgueraient de façon prématurée les intentions de politique économique des autorités.

Ce document peut être obtenu sur demande à l'adresse suivante :

International Monetary Fund • Publication Services
PO Box 92780 • Washington, D.C. 20090
Téléphone : (202) 623-7430 • Télécopie : (202) 623-7201
Courriel : publications@imf.org Site web : <http://www.imf.org>
Prix : 18 dollars l'exemplaire imprimé

Fonds monétaire international
Washington



Le conseil d'administration du FMI approuve un décaissement de 38 millions de dollars en faveur de la République centrafricaine pour aider le pays à faire face à la pandémie de COVID-19

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

- *Si elle n'est pas maîtrisée, la pandémie pourrait avoir un impact économique et social considérable sur la République centrafricaine, un pays fragile ayant actuellement peu de moyens de la maîtriser.*
- *Le FMI a approuvé une aide d'urgence de 38 millions de dollars au titre de la facilité de crédit rapide pour aider la République centrafricaine à satisfaire ses besoins urgents de financement de la balance des paiements. Le pays bénéficiera aussi d'un allègement du service de sa dette envers le FMI au titre du fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes.*
- *Les autorités ont agi rapidement en préparant, en collaboration avec l'OMS, un plan de riposte pour renforcer le système national de santé et en mettant en œuvre des mesures visant à maîtriser la propagation de COVID-19 et à en atténuer l'impact économique.*

Washington, le 20 avril 2020. Le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a approuvé aujourd'hui un décaissement au titre de la [facilité de crédit rapide \(FCR\)](#) équivalent à 27,85 millions de DTS (38 millions de dollars, ou 25 % de la quote-part) pour aider la République centrafricaine à satisfaire les besoins urgents de financement de sa balance des paiements dus à la pandémie de COVID-19.

La République centrafricaine a aussi bénéficié de la décision prise par le conseil d'administration du FMI le 13 avril 2020 d'offrir un allègement du service de la dette à tous les pays admissibles à l'aide de l'Association internationale de développement sous la forme de dons au titre du guichet riposte aux catastrophes du fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (fonds fiduciaire ARC). En conséquence, la République centrafricaine recevra au titre de ce fonds fiduciaire un allègement du service de sa dette envers le FMI arrivant à échéance au cours des six prochains mois (environ 4 millions de dollars). Cet allègement pourrait être prolongé jusqu'à deux ans, sous réserve de disponibilité des ressources au titre du fonds fiduciaire ARC.

Si la pandémie de COVID-19 n'est pas maîtrisée, elle pourrait avoir un impact économique et social considérable sur la République centrafricaine. Le brusque ralentissement de l'économie mondiale et les fermetures de frontières avec les pays voisins ont déjà entraîné une forte réduction de l'activité économique, les secteurs des exportations de produits de base, du commerce et du BTP étant particulièrement touchés.

Les autorités ont agi rapidement pour éviter la propagation de la pandémie en mettant en place des mesures préventives et en concevant un plan de riposte en collaboration avec l'OMS. Ce plan vise à : i) fournir des soins médicaux pour les cas confirmés, ii) améliorer le

système de suivi pour les principaux points d'entrée du pays et iii) renforcer les capacités du personnel et des établissements sanitaires. Le financement du FMI contribuera à préserver la viabilité des finances publiques et à mobiliser une aide supplémentaire de la communauté internationale, sous forme de dons.

Le FMI continue de suivre la situation en République centrafricaine de près et se tient prêt à fournir des conseils de politique économique et une aide supplémentaire si nécessaire.

À l'issue des débats du conseil d'administration sur la République centrafricaine, M. Mitsuhiro Furusawa, directeur général adjoint et président par intérim, a fait la déclaration suivante :

« La crise mondiale de la COVID-19 devrait avoir un impact économique et social considérable sur la République centrafricaine, un pays fragile où les conditions de sécurité sont volatiles, les capacités administratives restreintes et la gouvernance faible. La pandémie devrait affecter l'économie centrafricaine à la fois directement, les mesures d'endiguement pesant sur la demande intérieure et perturbant l'offre et le commerce, et indirectement, le ralentissement marqué de l'activité mondiale freinant la demande d'exportations de produits de base du pays. De concert avec la diminution des flux financiers, cela créera des besoins considérables et urgents de financement extérieur.

« Afin de limiter les répercussions humaines et économiques de la pandémie, les autorités ont adopté des mesures, dont la fermeture des frontières et des écoles et un prolongement des couvre-feux) pour en limiter la propagation et ont préparé, en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé, un plan de riposte visant à renforcer les capacités du système de santé. En outre, la Banque centrale régionale et la Commission bancaire ont pris des mesures visant soutenir la croissance et à préserver la stabilité du secteur financier.

« Un creusement temporaire du déficit budgétaire se justifie à court terme afin de permettre la mise en œuvre du plan de riposte tout en continuant de satisfaire les besoins considérables du pays en termes sociaux, d'infrastructure et de sécurité. L'aide financière d'urgence accordée par le FMI au titre de la facilité de crédit rapide, ainsi que les dons supplémentaires des bailleurs de fonds qu'elle aidera à mobiliser, permettront de répondre aux besoins urgents de financement de la balance des paiements de la République centrafricaine, tout en soutenant ce relâchement temporaire de politique budgétaire. L'approbation récente d'un allègement du service de la dette de la République centrafricaine au titre du fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes jouera aussi un rôle important pour dégager des ressources pour faire face à la pandémie.

« La mise en œuvre des politiques économiques et réformes structurelles auxquelles les autorités s'étaient engagées dans le cadre de l'accord FEC adopté en décembre demeure essentielle pour assurer la stabilité économique et la viabilité de la dette et pour rétablir une croissance soutenue et inclusive. Une aide extérieure supplémentaire, de préférence sous forme de dons, est aussi nécessaire de façon urgente pour satisfaire ses besoins de financement élevés de la République centrafricaine et alléger la charge financière de la pandémie. Ce sera aussi essentiel pour appuyer les efforts des autorités visant à rétablir la paix et la prospérité dans le pays. »

Informations supplémentaires

Outil de suivi des prêts du FMI (demandes de financement d'urgence approuvées par le conseil d'administration du FMI) :

<https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/COVID-Lending-Tracker>

Calendrier du conseil d'administration du FMI :

<https://www.imf.org/external/NP/SEC/bc/eng/index.aspx>



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

DEMANDE DE DÉCAISSEMENT AU TITRE DE LA FACILITÉ DE CRÉDIT RAPIDE

13 avril 2020

RÉSUMÉ

Contexte. Bien que les cas confirmés restent peu nombreux pour le moment, la pandémie de COVID-19, si elle n'est pas circonscrite, pourrait avoir un impact économique et social considérable en République centrafricaine (RCA) et risquerait d'exacerber les tensions dans un contexte déjà instable. La situation en matière de sécurité reste précaire, avec des flambées de violence sporadiques dans les provinces, tandis que les tensions politiques pourraient également resurgir à l'approche des élections présidentielles et législatives de décembre. C'est dans ce contexte que les autorités ont adopté un plan de riposte global visant à enrayer la propagation du virus et à renforcer la capacité de l'État à venir en aide aux personnes infectées.

Demande d'aide au FMI. Pour faire face aux besoins urgents de financement de la balance des paiements résultant de l'impact économique de la pandémie de COVID-19 et des mesures prises pour la freiner, les autorités sollicitent le décaissement de 27,85 millions de DTS, soit 25 % de la quote-part du pays, au titre de la facilité de crédit rapide (FCR), le montant total devenant disponible après approbation du conseil d'administration. Les services du FMI sont favorables à cette demande. Pour combler les besoins de financement restants, les autorités tentent également de mobiliser des financements supplémentaires sous forme de dons de la part des donateurs bilatéraux et multilatéraux. Elles ont aussi sollicité l'aide du FMI dans le cadre du fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes.

Mesures de politique économique. Les autorités entendent financer l'essentiel de l'impact budgétaire de la pandémie par une augmentation du déficit, qui se traduira par une baisse importante des recettes et par des dépenses supplémentaires dans le cadre du plan de riposte. Même si elles entendent réaliser des économies sur les dépenses non prioritaires, cette orientation budgétaire accommodante leur permettra de continuer à répondre aux besoins urgents en matière de dépenses sociales, d'infrastructure et de sécurité. Les autorités ont également réaffirmé leur volonté de poursuivre les politiques économiques et les réformes structurelles auxquelles elles se sont engagées dans le cadre de l'accord au titre de la FEC approuvé en décembre dernier.

Approuvé par
Annalisa Fedelino
(département Afrique)
et Sean Nolan
(département de la
stratégie, des politiques
et de l'évaluation)

Le 8 avril 2020, une équipe du FMI composée de MM. Martin (chef d'équipe), Diaby, Million et Ouedraogo, de Mlle Esham (tous du département Afrique), de M. Basdevant (département des finances publiques) et de M. Davies (représentant résident) s'est entretenue par visioconférence avec les autorités centrafricaines. La contribution de Mme Attey à l'établissement du présent rapport est vivement appréciée.

TABLE DES MATIÈRES

CONTEXTE	3
ÉVOLUTION RÉCENTE	4
IMPACT DE LA PANDÉMIE, PERSPECTIVES ET RISQUES	6
ENTRETIENS ET QUESTIONS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE : RIPOSTE À LA PANDÉMIE	7
ACCÈS, ARRIÉRÉS EXTÉRIEURS ET CAPACITÉ À REMBOURSER	9
ÉVALUATION PAR LES SERVICES DU FMI	11
ENCADRÉ	
1. Plan de riposte à la pandémie de COVID-19	4
TABLEAUX	
1. Principaux indicateurs économiques et financiers, 2018–25	12
2a. Opérations financières de l'administration centrale (milliards de FCFA), 2018–25	13
2b. Opérations financières de l'administration centrale (% du PIB), 2018–25	14
3. Situation monétaire, 2018–25	15
4a. Balance des paiements (milliards de FCFA), 2018–25	16
5. Besoins de financement extérieur, 2020–25	18
6. Indicateurs de la capacité à rembourser le FMI, 2020–30	19
7. Indicateurs de solidité financière, 2012–19	20
APPENDICE	
I. Letter of Intent	21

CONTEXTE

1. **En dépit d'une lente amélioration, la situation en matière de sécurité demeure précaire en ce début d'année électorale.** Plus d'un an après sa signature en février 2019, l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation tient toujours, et commence tardivement à déboucher sur des avancées concrètes, comme le déploiement des forces gouvernementales dans certaines régions et la mise en place progressive de brigades mixtes de sécurité. Des flambées de violence sporadiques ont toutefois fait de nombreux morts, à Bangui fin décembre et dans les provinces du nord depuis, mettant en évidence la fragilité de la situation et l'ampleur des défis à relever. En conséquence, le nombre de réfugiés semble avoir légèrement augmenté au cours des derniers mois, pour atteindre environ 611 000 (environ 13 % de la population) à la fin février¹. Les tensions qui ont accompagné le retour en RCA de deux anciens présidents, bien que bien maîtrisée, témoignent des risques d'instabilité à l'approche des élections présidentielles et législatives qui doivent se tenir en décembre prochain². Le financement des élections n'est pas encore pleinement assuré³.

2. **Dix cas d'infection au COVID-19 ayant déjà été confirmés, les autorités ont adopté un certain nombre de mesures pour enrayer la contagion, ainsi qu'un plan de riposte visant à accroître la capacité du pays à faire face à ses répercussions.** Ces mesures comprennent la fermeture des frontières, des écoles et de la plupart des établissements publics, l'interdiction des rassemblements de plus de 15 personnes, et des restrictions sur les déplacements des personnes en provenance de Bangui. Le plan de riposte, d'un coût d'environ 27 milliards de francs CFA (2 % du PIB), a été préparé en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et vise à remédier durablement à certaines des principales faiblesses du système national de santé (encadré 1).

3. **Les autorités sollicitent un décaissement au titre de la facilité de crédit rapide (FCR) pour répondre aux besoins de financement urgents de la balance des paiements générés par la crise COVID-19.** Cela permettra aux autorités de mettre en œuvre leur plan de riposte sans avoir à réduire outre mesure les dépenses nécessaires en matière sociale, d'infrastructures et de sécurité. Cela permettra ainsi de préserver la sécurité et la stabilité tout en permettant la poursuite de la mise en œuvre de l'accord de paix et la préparation des élections.

4. **Les résultats enregistrés dans le cadre du nouveau programme appuyé par la FEC sont jusqu'ici décevants.** D'après des données préliminaires, aucun des critères de réalisation quantitatifs de fin décembre n'a été respecté, en raison du faible niveau des recettes intérieures, de

¹ L'estimation du nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays n'a pas été mise à jour depuis octobre, date à laquelle ce nombre était évalué à 600 000 (12 % de la population).

² Le premier tour doit se tenir le 27 décembre 2020 et le second le 14 février 2021.

³ La Commission de consolidation de la paix de l'ONU n'a recensé qu'environ 20 millions de dollars (15 millions de dollars de l'UE, 3 millions du PNUD et 2 millions des autorités centrafricaines) sur les quelque 30 millions de dollars qu'elle juge nécessaires.

l'importance des dépenses publiques et de l'insuffisance des remboursements d'arriérés intérieurs (voir paragraphe 6). Les indicateurs quantitatifs sur les dépenses sociales et sur le recours à des procédures exceptionnelles de dépenses n'ont pas non plus été respectés ; il en va de même pour le repère structurel de fin janvier concernant le recrutement d'un prestataire de services pour aider les autorités à contrôler l'évaluation des importations et à garantir les recettes tirées de l'exportation du bois.

Encadré 1. Plan de riposte à la pandémie de COVID-19

- Les autorités surveillent la pandémie de COVID-19 depuis le début de sa propagation hors de Chine ; cette surveillance s'est accrue après la détection des premiers cas en Afrique. Le 6 mars, le gouvernement a adopté une série de mesures qui s'appliquent à toutes les personnes se rendant en RCA, qui doivent notamment se soumettre à un contrôle de température obligatoire à leur arrivée, et, pour les voyageurs en provenance de pays comptant un nombre élevé de cas de contamination, se mettre en auto-quarantaine. Le 26 mars, le président Touadéra a annoncé que de nouvelles mesures allaient s'appliquer pendant 15 jours, parmi lesquelles la fermeture des écoles et des frontières, l'interdiction de tout rassemblement de plus de 15 personnes, et la restriction des déplacements de Bangui vers les provinces.
- Malgré ces mesures de prévention, un premier cas confirmé (importé) de COVID-19 a été signalé le 14 mars, suivi par 9 cas supplémentaires en date du 8 avril.
- En dépit de la fragilité générale du pays, le système de santé de la RCA dispose de certains atouts, notamment d'un système de gestion des épidémies qui s'appuie sur l'expérience de la récente crise d'Ebola en République démocratique du Congo, d'un réseau de laboratoires qui s'étend sur l'ensemble du territoire, dont l'Institut Pasteur de Bangui accrédité par l'OMS, et d'un réseau national d'hôpitaux et de fournisseurs de médicaments, qui jouent un rôle essentiel dans la lutte contre la pandémie.
- Toutefois, le système de santé rencontre des obstacles majeurs face à la pandémie, notamment l'absence d'un dispositif spécifique de lutte contre la COVID-19, l'insuffisance des mécanismes de coordination entre les différents partenaires, le manque de préparation des équipes médicales, la faible capacité des laboratoires, et le peu de communication à la population au sujet de la maladie.
- Par conséquent, pour ralentir la propagation du virus et, à terme, circonscrire l'épidémie, les autorités ont adopté le 17 mars un plan de riposte, préparé en collaboration avec l'OMS. Ce plan recense les grands défis à relever et fait l'inventaire des mesures à appliquer pour répondre efficacement à la pandémie de COVID-19 en RCA. Il contient des mesures visant à renforcer sensiblement la capacité du système de santé à faire face à des pandémies telles que celle qui sévit actuellement.
- Son objectif principal à court terme est de faire en sorte que le système de santé de la RCA soit prêt à faire face à une épidémie majeure de COVID-19. Pour y parvenir, le plan de riposte s'articule autour des cinq axes stratégiques suivants : renforcer la coordination et la coopération entre les différents secteurs ; améliorer la gestion d'ensemble et renforcer les moyens des laboratoires ; miser davantage sur les mesures de prévention ; améliorer la prise en charge médicale des cas confirmés ; et améliorer la communication et les conseils de santé en direction de la population.

ÉVOLUTION RÉCENTE

5. **La croissance a atteint environ 3 % en 2019, en dessous des 4½ % prévus**, ce qui s'explique principalement par une forte baisse de la production de coton et de café (du fait d'une mauvaise gestion de longue date et de l'insécurité). La production de diamants et d'or, bien qu'en augmentation, a aussi été en deçà des attentes en 2019. L'inflation est restée limitée, à 2,7 % en moyenne en 2019. Les premières estimations suggèrent que le déficit courant, à environ 65 milliards

de francs CFA, a été légèrement inférieur aux prévisions (76 milliards de francs CFA) en 2019, essentiellement du fait d'une forte augmentation des transferts courants des ONG et d'une révision à la hausse des rémunérations versées par la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) à ses employés locaux. Comme prévu, le déficit commercial a légèrement augmenté pour dépasser les 15 % du PIB, en raison du dynamisme des importations.

6. **L'évolution de la situation budgétaire n'a pas été conforme aux attentes en 2019.** Le solde budgétaire primaire intérieur a été, à 47,1 milliards de francs CFA, bien supérieur à l'objectif de 40,9 milliards fixé dans le cadre de l'accord FEC (soit un écart de 0,5 % du PIB), du fait à la fois du faible niveau des recettes intérieures et du niveau élevé des dépenses primaires. Le manque à gagner en termes de recettes, de 1,9 milliard de francs CFA, s'explique principalement par de moindres recettes des provinces et transferts au budget de l'État des taxes parafiscales perçues par les agences publiques. Le niveau élevé des dépenses est principalement dû au fait que les économies sur les biens et services évoquées en octobre dernier n'ont pas été entièrement réalisées, ce qui n'a été que partiellement compensé de moindres dépenses d'investissement. Les dépenses sociales se sont révélées inférieures aux objectifs (22,7 milliards contre 25 milliards de francs CFA). Le recours aux procédures exceptionnelles de dépenses a certes diminué pour atteindre 5,5 %, mais est resté légèrement supérieur à l'objectif de 5 %. La hausse du déficit a été financée par une moindre accumulation des dépôts auprès de la BEAC et par des remboursements d'arriérés intérieurs légèrement inférieurs à l'objectif fixé (28,5 milliards contre 29,5 milliards de francs CFA).

7. **Selon les premières estimations, le ratio dette publique/PIB a continué à diminuer en 2019, quoiqu'à un rythme plus lent que prévu.** Ce ratio est estimé à environ 48 % fin 2019, contre 50 % fin 2018 et 63 % fin 2014. Les autorités ont poursuivi leurs efforts pour apurer les arriérés extérieurs antérieurs à l'initiative PPTE.

8. **À la fin 2019, le système bancaire demeurait bien capitalisé, liquide et rentable** (tableau 7). Le ratio de fonds propres est resté supérieur à 30 %. Le ratio des prêts non-performants a encore diminué, pour atteindre 12,6 %. Dans le même temps, le crédit au secteur privé a continué de décélérer, diminuant de 1,6 % en glissement annuel en décembre, en raison de l'insécurité persistante, de l'incertitude politique et d'un environnement peu propice aux entreprises.

9. **La mise en œuvre de certaines réformes structurelles a connu certains retards, mais l'on observe aussi des progrès encourageants dans certains domaines.** Un repère structurel pour la fin janvier n'a pas été atteint, la décision des autorités de faire appel à deux prestataires de services plutôt qu'à un seul ayant eu pour effet de ralentir le processus : si les autorités ont bien trouvé dans les délais un nouveau prestataire de services pour les aider à évaluer les importations, elles ont encore à finaliser le recrutement de celui qui les aidera à certifier et à garantir les recettes tirées de l'exportation du bois. La consolidation du compte unique du Trésor a également présenté des difficultés : le transfert vers le budget de l'État des taxes parafiscales perçues par les agences publiques génère pour le moment moins de recettes que prévu, et certains organismes ont des

difficultés à disposer de leurs crédits budgétaires. En revanche, le rapprochement des estimations de recettes des diverses administrations est désormais effectué quotidiennement et bénéficie du déploiement progressif du logiciel Sygma-Systac, ce qui est un point positif. Par ailleurs, les efforts de digitalisation ont bien avancé : un projet pilote de paiement mobile des fonctionnaires dans trois provinces a été couronné de succès, et un projet pilote de déclaration et de paiement électroniques des impôts par les grandes entreprises va démarrer dans les prochaines semaines. Suite à l'adoption par le parlement du nouveau cadre législatif pour les entreprises publiques, les autorités travaillent désormais à l'élaboration de législations secondaires.

IMPACT DE LA PANDÉMIE, PERSPECTIVES ET RISQUES

10. **La pandémie aura certainement un impact socioéconomique considérable en RCA, un État fragile disposant de peu de capacités pour y faire face.** Comme on a pu l'observer dans d'autres pays, l'épidémie affectera probablement l'économie centrafricaine de manière directe, les mesures de confinement affectant la demande intérieure et perturbant l'offre et les échanges commerciaux, mais aussi de manière indirecte, dans la mesure où la propagation de la maladie entraîne un net ralentissement de l'activité économique dans le monde entier, ce qui se répercute sur la demande des produits de base exportés par la RCA⁴.

11. **En raison de cet impact, les perspectives pour 2020 se sont nettement détériorées et sont marquées par beaucoup d'incertitudes :**

- À 1 %, la croissance devrait être très inférieure aux prévisions antérieures (5 %), en raison d'une moindre demande extérieure et intérieure et des contraintes que les mesures prises pour endiguer l'épidémie feront probablement peser sur l'offre. Les échanges avec les pays voisins seront également affectés par la fermeture des frontières. L'inflation pourrait s'accroître, en partie à cause de ces perturbations de l'offre et des échanges.
- Le solde budgétaire intérieur primaire sera vraisemblablement bien supérieur à l'objectif fixé dans le cadre de la FEC (5,8 % contre 2,7 % du PIB), essentiellement du fait du recul des recettes engendré par la baisse de la croissance et des échanges et par l'augmentation des dépenses de santé que les autorités entendent largement accommoder (voir paragraphe 16).
- Le solde extérieur global sera lui aussi fortement touché, car la baisse des exportations de produits de base (bois, diamants), des envois de fonds et des flux financiers (y compris les IDE) et la hausse des importations de produits de santé ne seront que partiellement compensées par la baisse des autres importations.

⁴ Du fait du faible niveau de ses exportations, de son statut d'importateur de pétrole et du niveau relativement modeste de ses revenus touristiques et de ses flux financiers privés, la RCA pourrait subir un choc extérieur moins important que d'autres pays d'Afrique subsaharienne.

Tableau 1 du texte. Principaux indicateurs économiques, 2018-25

	2018	2019		2020		2021		2022	2023	2024	2025
	Est.	FEC	Est.	FEC	Proj.	FEC	Proj.		Proj.		
PIB réel	3.8	4.5	3.0	5.0	1.0	5.0	4.0	5.0	5.0	5.0	5.0
Inflation (fin d'année)	4.6	-0.3	-2.8	2.5	3.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5
Solde des transactions courantes (% du PIB)	-8.0	-5.6	-4.9	-6.3	-5.7	-5.3	-5.2	-5.2	-5.7	-5.8	-5.7
Solde budgétaire global (dons compris, % du PIB)	-1.0	1.8	1.4	-0.4	-2.1	0.2	0.4	-0.4	-1.1	-1.4	-1.6
Solde budgétaire primaire intérieur (% du PIB)	-1.7	-3.0	-3.5	-2.7	-5.8	-2.5	-2.5	-2.5	-2.5	-2.5	-2.5
Dette publique (% du PIB)	50.0	47.1	47.8	42.6	47.1	39.8	44.5	41.5	39.3	37.5	36.1
Aide budgétaire (% du PIB)	3.0	6.0	6.0	3.7	5.2	3.4	3.7	2.8	2.1	1.9	1.8

Sources : autorités centrafricaines ; estimations et projections des services du FMI.

12. **Sous réserve de la reprise mondiale après la pandémie envisagée dans le scénario de référence des *Perspectives de l'économie mondiale*, les perspectives économiques à moyen terme restent favorables, à condition que la mise en œuvre de l'accord de paix se poursuive et que les politiques économiques et les réformes structurelles envisagées dans le cadre de l'accord au titre de la FEC soient menées à bien.** Dans ces conditions, la croissance économique pourrait atteindre 4 % en 2021 et 5 % à moyen terme, tandis que l'inflation atteindrait 2½ % en moyenne et que le déficit des transactions courantes se stabiliserait autour de 6 % du PIB.

13. **Des risques à la baisse considérables pèsent sur ces perspectives.** Le risque le plus important est que les répercussions économiques et sociales de la pandémie s'avèrent plus importantes et plus durables qu'on ne le pense aujourd'hui et/ou qu'elles entraînent une montée de la violence dans le pays. Par ailleurs, le relâchement de la mise en œuvre des politiques et des réformes économiques à l'approche des élections pourrait compromettre encore davantage la réalisation du programme au titre de la FEC. Une croissance mondiale plus faible que prévu, la montée du protectionnisme et le recul du multilatéralisme pourraient nuire aux exportations. Compte tenu du risque élevé de surendettement de la RCA et de sa situation fragile, si la pandémie devait générer des besoins de financement extérieur plus importants que prévu, les autorités devraient chercher à obtenir des financements supplémentaires sous forme de dons, afin limiter autant que possible les besoins d'ajustement des politiques économiques.

14. **Les autorités ont partagé les vues des services du FMI sur les perspectives et les risques et sur la nécessité de poursuivre les réformes auxquelles elles se sont engagées dans le cadre de la FEC.** Elles ont souligné que l'incertitude quant à l'impact de la pandémie était particulièrement élevée, et qu'un impact plus important que prévu actuellement pourrait créer des besoins urgents de financement supplémentaire dans les mois à venir. Elles ont convenu qu'il fallait suivre la situation de près afin de pouvoir réagir rapidement si de tels besoins se faisaient jour.

ENTRETIENS ET QUESTIONS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE : RIPOSTE À LA PANDÉMIE

15. **Le coût du plan d'intervention est estimé à 27 milliards de francs CFA (2 % du PIB).** Ce plan vise notamment à : i) assurer la prise en charge médicale des cas confirmés ; ii) renforcer le

système de surveillance aux principaux points d'entrée du pays ; iii) renforcer la capacité du personnel soignant et des infrastructures médicales. Ce plan va au-delà d'une riposte à court terme et comporte des mesures permettant de consolider le système de santé pour lui permettre de faire face à d'autres pandémies à l'avenir.

16. **Les autorités prévoient de laisser le déficit budgétaire se creuser pour prendre en charge l'essentiel de l'impact budgétaire de la pandémie.** Cet impact découlera principalement de la baisse des recettes due au recul de la croissance, de la diminution de la demande locale et des perturbations affectant les échanges commerciaux, ainsi que des dépenses supplémentaires qu'il faudra engager pour circonscrire et combattre la pandémie. Pour limiter le creusement du déficit qui en résultera, les autorités s'efforceront de réduire d'un montant allant jusqu'à 6 milliards de francs CFA (environ 0,5 % du PIB) les dépenses non prioritaires, telles que les missions et les activités culturelles, qui sont déjà considérablement réduites en raison des mesures de confinement. Elles considèrent que le reste de l'impact doit être accommodé afin de pouvoir répondre à leurs autres besoins importants en matière sociale, d'infrastructures et de sécurité. L'augmentation du solde budgétaire global (dons non compris) sera financée par la rétrocession au gouvernement du décaissement au titre de la FCR et par un financement supplémentaire sous forme de dons apporté par d'autres partenaires. Les autorités ont fait savoir qu'elles comptaient réaliser davantage d'économies sur les dépenses non prioritaires et obtenir des financements supplémentaires sous la forme de dons octroyés par leurs partenaires de développement, afin de financer d'autres mesures de nature à amortir l'impact économique et social de la crise.

17. **La République centrafricaine continue de présenter un risque élevé de surendettement** (voir l'analyse de viabilité de la dette). Ce risque a augmenté en raison de l'incertitude liée à l'impact économique de la pandémie. Si les indicateurs de solvabilité resteront en dessous des seuils de référence, le décaissement au titre de la FCR va contribuer à aggraver le dépassement des indicateurs de liquidité à moyen terme déjà relevé dans l'analyse de viabilité de la dette de décembre 2019. Les autorités doivent donc se montrer d'autant plus prudentes si elles décident de souscrire à de nouveaux emprunts extérieurs, en donnant la priorité aux financements sous forme de dons, avec une place limitée pour des financements concessionnels.

18. **Les autorités ont réaffirmé leur volonté de poursuivre les politiques et les réformes structurelles auxquelles elles se sont engagées dans le cadre de l'accord au titre de la FEC approuvé en décembre dernier.** Afin d'assurer la stabilité macroéconomique et la viabilité de la dette tout en favorisant une croissance durable et inclusive, elles comptent, si les circonstances le permettent, poursuivre leurs efforts d'augmentation des recettes intérieures, renforcer la gestion et la gouvernance des finances publiques — notamment en publiant le rapport final de la mission de diagnostic du FMI sur la gouvernance et en rendant publique une stratégie actualisée de lutte contre la corruption — et améliorer l'environnement des entreprises.

19. **Les institutions régionales appuieront les efforts des autorités pour atténuer l'impact de la pandémie :**

- Le 27 mars 2020, un ensemble de mesures d'assouplissement monétaire a été adopté par le comité de politique monétaire (CPM) de la BEAC. Après avoir analysé l'impact potentiel de la pandémie de COVID-19 et de la chute des prix du pétrole brut sur l'économie des pays de la CEMAC, et compte tenu des risques qui pèsent sur la stabilité monétaire et financière, le CPM a pris acte de la suspension des opérations d'absorption de liquidités et a décidé: i) d'assouplir l'orientation de la politique monétaire en diminuant le taux directeur (TIAO) de 25 points de base, de 3,5 à 3,25 % ; ii) de resserrer le corridor des taux d'intérêt en diminuant le taux de la facilité de prêt marginal de 100 points de base, de 6 à 5 % ; iii) d'augmenter l'apport de liquidités de 240 à 500 milliards de francs CFA, en se réservant la possibilité d'augmenter le montant des injections si nécessaire, et élargir la gamme des instruments financiers privés acceptés en garantie des opérations de politique monétaire. Le CPM a également invité la direction de la BEAC à proposer à son conseil d'administration une réduction des décotes applicables aux titres publics et aux instruments privés acceptés en garantie des opérations de refinancement, et à reporter d'un an le remboursement par les États membres du principal des crédits consolidés que leur a accordés la banque centrale. Le CPM a également recommandé aux banques d'assurer la continuité des services financiers, notamment la fourniture d'espèces via les distributeurs automatiques, de renforcer les opérations de banque à distance et de baisser les frais bancaires.
- La COBAC suit de près la situation du secteur financier. Dans une lettre envoyée le 25 mars aux banques et aux institutions de microfinancement, elle leur a demandé : i) de revoir leur portefeuille de prêts en tenant compte de la pandémie ; ii) de respecter scrupuleusement la réglementation en vigueur en matière de classification et de provisionnement des prêts, y compris en cas de restructuration ou de rééchelonnement ; iii) de puiser dans leurs volants de conservation de 2,5 % pour absorber le cas échéant les pertes liées à la pandémie, ce qui leur permettra de maintenir leur ratio de solvabilité à 8 %, mais de faire preuve de parcimonie en matière de distribution de dividendes ; et iv) de prévoir un plan de recapitalisation en cas d'insuffisance des fonds propres. La COBAC a en outre exhorté ces établissements à continuer à fournir des services financiers essentiels et à mettre en œuvre, au besoin, leurs plans de continuité des activités. La COBAC se tient prête à annoncer de nouvelles mesures propres à préserver la stabilité financière et met en œuvre son propre plan de continuité des activités.

ACCÈS, ARRIÉRÉS EXTÉRIEURS ET CAPACITÉ À REMBOURSER

20. **Les autorités sollicitent le décaissement d'un montant équivalent à 25 % de la quote-part (27,85 millions de DTS) au titre de la FCR, pour aider la RCA à répondre aux besoins urgents de financement de la balance des paiements qu'a entraînés la pandémie de COVID-19.** Le niveau d'accès à la FCR est déterminé en fonction des perspectives actuelles, des besoins urgents de financement extérieur, du risque élevé de surendettement de la RCA et de l'encours de ses engagements vis-à-vis du FMI (tableau 6). Le décaissement, sous forme d'aide budgétaire directe, permettra de répondre rapidement aux besoins existants et urgents de financement extérieur et budgétaire supplémentaire générés par la crise sanitaire. Les nouveaux besoins de financement

extérieur sont estimés à environ 46 milliards de francs CFA en 2020, dont 22,6 milliards (environ 49 %) seront assurés par le décaissement au titre de la FCR. La Banque mondiale devrait fournir un financement supplémentaire de 19,1 milliards de francs CFA (soit 42 % de l'écart de financement estimé), et l'Union européenne a revu son aide budgétaire de 2 milliards de francs CFA à la hausse (4 % de l'écart de financement), ce qui laisse environ 5 % de l'écart de financement (soit 2,4 milliards de francs CFA) à combler⁵. Pour remédier à ce déficit résiduel, les autorités ont demandé à bénéficier d'un allègement de la dette dans le cadre du Fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes.

21. **Capacité à rembourser le FMI.** La capacité de la RCA à rembourser le FMI reste satisfaisante, même si le fort endettement du pays envers le FMI présente des risques. Les autorités effectuent régulièrement des dépôts auprès de la BEAC et se sont toujours acquittées en temps voulu de leurs obligations envers le FMI. Le pays doit rembourser des montants importants au FMI dans les prochaines années (tableau 6). Compte tenu du nouvel accès proposé, le service de la dette envers le FMI (y compris au titre des obligations antérieures) culminerait à 41,7 millions de DTS en 2026, soit l'équivalent de 10 % des exportations de biens et de services. Plusieurs facteurs réduisent le risque que la RCA ne puisse pas rembourser le FMI : le pays appartient à une union monétaire (ce qui lui donne accès aux réserves communes, pour peu qu'il dispose des moyens budgétaires pour en acheter), le maintien par le gouvernement de dépôts importants auprès de la BEAC à moyen terme, et la possibilité que l'accord de paix porte ses fruits. Les difficultés de la RCA étant toutefois profondément ancrées, il est probable qu'elle ait besoin d'un accompagnement prolongé de la part du FMI dans un avenir proche, y compris sous la forme de financements.

22. **Évaluation des sauvegardes.** La BEAC a appliqué la plupart des recommandations issues de l'évaluation des sauvegardes de 2017. Plus particulièrement, la BEAC vient d'achever la mise en conformité de ses instruments juridiques secondaires avec ses statuts, et les préparatifs en vue du passage intégral aux normes IFRS pour l'exercice 2019 progressent au rythme prévu.

Les créanciers officiels envers lesquels il existe des arriérés extérieurs ont consenti au financement du FMI nonobstant ces arriérés. La RCA a accumulé des arriérés antérieurement au point d'achèvement de l'initiative PPTE envers certains créanciers non-membres du Club de Paris (Argentine, Guinée équatoriale, Iraq, Libye et province chinoise de Taiwan). Tous les créanciers ont donné leur accord au financement du FMI. La RCA a aussi des arriérés vis-à-vis d'un créancier privé et poursuit de bonne foi ses efforts pour parvenir à un accord. Dans la mesure où un soutien financier rapide est jugé essentiel pour éviter des perturbations économiques, et où la RCA mène des politiques adaptées, le FMI est en mesure de lui accorder un financement, en dépit des arriérés extérieurs du pays envers des créanciers privés. Les autorités ont fait savoir qu'elles étaient à jour de leurs obligations restantes au titre du service de la dette extérieure.

⁵ Le financement supplémentaire de la Banque mondiale devrait consister en une augmentation de 25 millions de dollars du soutien budgétaire qu'elle fournit dans le cadre de son OPD, et une opération d'urgence à hauteur de 7,5 millions de dollars.

ÉVALUATION PAR LES SERVICES DU FMI

23. **Bien que le nombre de cas confirmés reste limité pour le moment, la pandémie de COVID-19, si elle n'est pas circonscrite, pourrait avoir un impact économique et social considérable en RCA et risquerait de raviver les tensions dans un contexte déjà instable.** La grande fragilité de la RCA, notamment du fait des limitations de son système de santé et des difficultés de l'État à contrôler une grande partie du territoire, en font un terrain propice à la propagation de la pandémie.
24. **Dans un tel contexte, les services du FMI se félicitent que les autorités aient rapidement mis au point un plan de riposte national pour circonscire la pandémie et limiter son impact.** Ce plan a été élaboré avec l'aide de l'OMS et va permettre de sensiblement renforcer le système national de santé. Si ce plan et les mesures de distanciation sociale édictées par le gouvernement devraient permettre d'enrayer la contagion, la croissance sera certainement plus faible que prévu et l'économie sera exposée à d'importants risques baissiers.
25. **Les services du FMI sont favorables à la décision des autorités de faire porter le gros de l'impact de la pandémie sur le solde budgétaire primaire.** Malgré la pandémie, il reste essentiel de répondre aux besoins existants du pays en matière sociale, d'infrastructures et de sécurité ; de plus, il est impératif de poursuivre le processus de paix. Le soutien financier supplémentaire qui est envisagé de la part du FMI, de la Banque mondiale, de l'UE et éventuellement d'autres donateurs, contribuera à financer l'augmentation du solde budgétaire global (hors dons), estimée à 3¾ % du PIB, tout en maintenant des réserves budgétaires suffisantes.
26. **Les autorités doivent poursuivre la mise en œuvre des politiques économiques et des réformes structurelles auxquelles elles se sont engagées dans le cadre de l'accord au titre de la FEC.** Ces réformes sont essentielles pour garantir la stabilité macroéconomique et la viabilité de la dette et restaurer une croissance durable et inclusive, autant d'éléments indispensables au succès des efforts des autorités en vue de rétablir la paix et la prospérité dans le pays. Le FMI, en coordination avec les autres partenaires de développement des capacités, continuera à offrir son assistance technique pour l'élaboration et la mise en œuvre de ces réformes.
27. **Les services du FMI estiment qu'un décaissement au titre de la FCR est le vecteur approprié pour soutenir la RCA pendant cette période difficile.** Ils conviennent qu'en raison de la pandémie, il faudra un certain temps pour entreprendre des efforts sérieux en vue de remettre sur les rails le programme soutenu par la FEC, ce qui entraînera des retards dans l'achèvement de la première revue, qui pourrait, dans la mesure du possible, être combinée à la deuxième et achevée au cours du deuxième semestre. Une autre possibilité serait d'envisager un second tirage au titre de la FCR, si les circonstances l'exigeaient.
28. **Dans ce contexte, et compte tenu des besoins présents et urgents de la RCA pour financer sa balance des paiements, de sa capacité satisfaisante à rembourser le FMI, et des politiques et les réformes économiques menées par les autorités centrafricaines, les services du FMI appuient leur demande d'un décaissement au titre de la FCR d'un montant de 27,85 millions de DTS (25 % de la quote-part du pays).**

Tableau 1. République centrafricaine : principaux indicateurs économiques et financiers, 2018–25

	2018	2019		2020		2021	2022	2023	2024	2025
	Est.	FEC	Est.	FEC	Proj.			Proj.		
	(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)									
Revenu national et prix										
PIB à prix constants	3.8	4.5	3.0	5.0	1.0	4.0	5.0	5.0	5.0	5.0
PIB par habitant à prix constants	2.3	2.8	1.3	3.2	-0.7	2.0	3.0	3.0	3.0	3.0
PIB aux prix courants	5.2	7.4	5.5	7.6	3.4	6.6	7.7	7.6	7.6	7.6
Déflateur du PIB	1.3	2.8	2.4	2.5	2.3	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5
IPC (moyenne annuelle)	1.6	3.2	2.7	2.5	1.2	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5
IPC (fin de période)	4.6	-0.3	-2.8	2.5	3.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5
Monnaie et crédit										
Monnaie au sens large	14.0	3.2	1.9	14.9	12.3	0.8	6.2	6.8	7.4	8.5
Crédit à l'économie	11.5	3.0	-1.6	5.0	-2.0	7.0	8.0	8.0	8.0	8.0
Secteur extérieur										
Exportations de biens en volume	10.3	-6.5	-6.7	14.9	-9.9	11.5	15.2	10.8	10.2	9.0
Importation de biens en volume	-0.7	10.4	10.4	7.8	-1.3	4.5	3.9	4.3	5.3	5.5
Termes de l'échange	-12.4	12.7	13.9	3.5	-0.1	5.9	3.8	2.1	-0.3	-1.1
	(en pourcentage du PIB, sauf indication contraire)									
Épargne nationale brute	8.4	10.5	9.7	10.6	10.5	10.6	11.0	11.1	11.7	12.4
<i>Dont</i> : transferts officiels courants	3.0	6.0	6.0	3.7	5.2	3.7	2.8	2.1	1.9	1.8
Épargne nationale brute	-1.4	-1.9	-3.7	0.3	-1.1	-0.1	1.2	2.3	3.3	4.1
Administrations publiques	-1.2	-1.6	-2.5	-1.3	-4.3	-0.6	-0.6	-0.5	-0.3	-0.1
Secteur privé	-0.2	-0.3	-1.2	1.6	3.2	0.5	1.8	2.8	3.6	4.3
Consommation	101.4	101.9	103.7	99.7	101.1	100.1	98.8	97.7	96.7	95.9
Administrations publiques	7.7	7.3	8.0	7.5	8.9	7.5	7.7	7.7	7.7	7.7
Secteur privé	93.7	94.6	95.6	92.3	92.2	92.5	91.1	90.0	89.0	88.2
Investissement brut	16.4	16.2	14.7	16.9	16.2	15.9	16.2	16.8	17.5	18.1
Administrations publiques	7.4	7.1	5.6	7.9	8.7	7.6	7.3	7.3	7.4	7.6
Secteur privé	9.0	9.0	9.0	9.0	7.5	8.3	8.9	9.5	10.0	10.5
Solde des transactions extérieures courantes										
<i>dans compris</i>	-8.0	-5.6	-4.9	-6.3	-5.7	-5.2	-5.2	-5.7	-5.8	-5.7
<i>hors dons</i>	-12.3	-12.9	-12.2	-11.6	-12.5	-10.7	-10.0	-9.7	-9.7	-9.4
Balance globale des paiements	-1.7	1.0	-0.7	1.3	-0.5	0.2	0.8	1.8	2.2	2.7
Finances de l'administration centrale										
Total des recettes (<i>dans compris</i>)	16.6	19.4	18.3	18.6	19.6	18.9	18.3	17.5	17.4	17.3
<i>dont</i> : recettes intérieures	8.9	8.7	8.7	9.7	8.5	10.3	10.6	10.7	10.9	11.1
Total des dépenses ¹	17.6	17.6	16.9	19.0	21.7	18.6	18.6	18.6	18.7	18.9
<i>dont</i> : dépenses en capital	7.4	7.1	5.6	7.9	8.7	7.6	7.3	7.3	7.4	7.6
Solde global										
<i>Dons non compris</i>	-8.7	-8.9	-8.2	-9.3	-13.1	-8.3	-8.0	-7.9	-7.9	-7.8
<i>Dons compris</i>	-1.0	1.8	1.4	-0.4	-2.1	0.4	-0.4	-1.1	-1.4	-1.6
Solde primaire intérieur ²	-1.7	-3.0	-3.5	-2.7	-5.8	-2.5	-2.5	-2.5	-2.5	-2.5
Dette du secteur public	50.0	47.1	47.8	42.6	47.1	44.5	41.5	39.3	37.5	36.1
<i>Dont</i> : dette intérieure ³	13.9	10.2	10.4	7.8	8.3	7.4	6.3	5.5	4.6	4.4
<i>Dont</i> : dette extérieure	36.1	36.9	37.5	34.8	38.9	37.1	35.2	33.9	32.9	31.7
<i>Pour mémoire</i> :										
PIB par habitant (en dollars)	489	500	480	534	486	513	545	576	608	642
PIB nominal (milliards de FCFA)	1,266	1,360	1,335	1,464	1,380	1,471	1,584	1,705	1,834	1,974

Sources: autorités centrafricaines; estimations et projections des services du FMI

¹ Dépenses en base caisse.² Hors dons, paiements d'intérêts et dépenses en capital financées sur ressources extérieures financées.³ Y compris dette publique envers la BEAC et les banques commerciales, et arriérés publics.

Tableau 2a. République centrafricaine : opérations financières de l'administration centrale, 2018–25
(en milliards de FCFA)

	2018	2019		2020		2021	2022	2023	2024	2025
	Est.	FEC	Proj.	FEC	Proj.			Proj.		
Recettes	210.5	263.2	244.8	271.7	269.9	278.5	289.3	298.0	318.7	342.2
Recettes intérieures	112.4	118.0	116.1	141.7	117.7	151.0	168.3	182.9	199.7	218.6
Recettes fiscales	102.2	103.9	104.1	115.9	97.7	124.7	134.9	147.0	161.1	177.1
Impôt sur le revenu et impôt foncier	21.6	23.3	23.5	25.6	22.3	27.7	30.5	32.1	37.1	38.7
Taxes sur les biens et services	51.6	54.3	54.3	58.9	49.6	62.8	66.7	74.5	81.5	91.0
Dont: TVA	33.1	34.4	34.4	36.3	30.1	38.2	40.8	46.1	50.2	56.0
Taxes sur le commerce international	29.0	26.2	26.2	31.4	25.8	34.2	37.8	40.3	42.4	47.3
Recettes non fiscales	10.2	14.1	12.0	25.8	20.0	26.4	33.4	35.9	38.6	41.6
Dons	98.1	145.2	128.7	130.0	152.2	127.5	121.0	115.1	119.0	123.5
Programme	37.5	81.9	80.2	54.1	71.9	53.9	45.0	35.0	34.7	34.7
Projet	60.6	63.3	48.5	75.9	80.3	73.6	76.0	80.1	84.4	88.8
Dépenses ¹	222.8	239.0	225.7	277.8	298.8	273.1	295.0	317.2	343.9	372.8
Dépenses primaires	134.4	158.9	163.2	181.6	198.3	187.6	207.5	225.9	246.0	268.7
Dépenses primaires courantes	124.6	137.7	146.1	158.1	174.8	157.5	176.0	189.4	203.8	219.3
Traitements et salaires	61.3	64.5	65.1	70.2	71.4	69.9	76.0	81.8	88.0	94.7
Transferts et subventions	27.5	38.0	38.9	48.9	52.0	46.7	54.1	58.2	62.6	67.4
Biens et services	35.8	35.3	42.2	39.0	51.3	40.9	45.9	49.4	53.1	57.2
Intérêts	5.1	4.6	4.6	4.6	4.6	4.5	4.0	3.7	3.5	3.4
Extérieurs	2.6	2.0	2.0	2.0	2.0	2.1	1.8	1.8	1.8	1.9
Intérieurs	2.5	2.7	2.7	2.6	2.6	2.4	2.2	1.9	1.7	1.6
Dépenses en capital	93.1	96.7	75.0	115.1	119.5	111.1	115.0	124.1	136.6	150.0
Financées sur ressources intérieures	9.8	21.2	17.1	23.5	23.5	30.1	31.5	36.5	42.2	49.3
Financées sur ressources extérieures	83.3	75.5	58.0	91.6	95.9	81.1	83.5	87.6	94.4	100.7
Solde global										
Hors dons	-110.4	-121.0	-109.7	-136.1	-181.1	-122.1	-126.7	-134.4	-144.2	-154.1
Dont: solde primaire intérieur ²	-22.0	-40.9	-47.1	-39.9	-80.6	-36.6	-39.2	-43.0	-46.3	-50.0
Dons compris	-12.3	24.2	19.0	-6.1	-28.9	5.4	-5.7	-19.2	-25.1	-30.6
Variation nette des arriérés (- = réduction)										
Intérieurs	-29.7	-29.5	-28.5	-36.4	-36.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Extérieurs	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Erreurs et omissions	-4.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Solde global (base caisse)	-46.2	-5.3	-9.5	-42.5	-65.3	5.4	-5.7	-19.2	-25.1	-30.6
Financements identifiés	46.1	5.3	9.5	42.5	62.9	-5.4	5.7	19.3	25.2	30.6
Extérieurs, net	18.7	6.5	3.8	10.3	10.3	1.8	1.2	28.9	40.5	50.8
Prêts-projet	24.4	12.2	9.5	15.7	15.7	7.5	7.5	7.5	10.0	11.8
Prêts-programme ³	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	25.0	35.0	45.0
Amortissement	-5.7	-5.7	-5.7	-5.4	-5.4	-5.7	-6.3	-3.6	-4.5	-6.1
Financement exceptionnel	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Intérieurs, net	27.4	-1.1	5.7	32.2	52.6	-7.3	4.4	-9.6	-15.3	-20.2
Système bancaire	31.4	-1.1	5.7	32.2	52.6	-7.3	4.4	-11.6	-17.3	-22.2
BEAC	35.4	1.8	8.6	35.2	55.6	-4.2	4.4	-16.7	-22.3	-27.2
Prêts/contreparties DTS	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-7.3	-7.5	-7.6	-7.8	-8.0
Contrepartie aux ressources du FMI (BEAC)	27.8	26.3	11.1	14.7	46.6	15.1	10.4	-14.3	-21.0	-24.6
Retraits de dépôts	7.6	-24.5	-2.5	20.5	9.0	-12.0	1.4	5.2	6.5	5.4
Banques commerciales	-4.0	-2.9	-2.9	-3.0	-3.0	-3.1	0.0	5.0	5.0	5.0
Non bancaires	-4.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	2.0	2.0	2.0
Financement exceptionnel	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Besoin de financement résiduel	0.1	...	0.0	...	2.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<i>Pour mémoire:</i>										
Dette publique totale	633.5	640.7	638.5	623.7	650.3	654.4	657.3	670.4	688.3	712.6
Dette publique en monnaie nationale ⁴	176.0	138.4	138.4	114.0	114.0	108.8	100.2	93.0	85.0	86.0
PIB nominal	1,266	1,360	1,335	1,464	1,380	1,471	1,584	1,705	1,834	1,974

Sources: données communiquées par les autorités centrafricaines et estimations et projections des services du FMI.

¹ Dépenses en base caisse.

² Hors dons, paiement d'intérêts, et dépenses en capital financées sur ressources extérieures.

³ Prêts d'appui budgétaire à déterminer pour les années 2023 et 2024

⁴ Y compris les arriérés et les prêts de rétrocession sur les ressources du FMI.

Tableau 2b. République centrafricaine : opérations financières de l'administration centrale, 2018–25
(en pourcentage du PIB)

	2018	2019		2020		2021	2022	2023	2024	2025
	Est.	FEC	Proj.	FEC	Proj.			Proj.		
Recettes	16.6	19.4	18.3	18.6	19.6	18.9	18.3	17.5	17.4	17.3
Recettes intérieures	8.9	8.7	8.7	9.7	8.5	10.3	10.6	10.7	10.9	11.1
Recettes fiscales	8.1	7.6	7.8	7.9	7.1	8.5	8.5	8.6	8.8	9.0
Impôt sur le revenu et impôt foncier	1.7	1.7	1.8	1.8	1.6	1.9	1.9	1.9	2.0	2.0
Taxes sur les biens et services	4.1	4.0	4.1	4.0	3.6	4.3	4.2	4.4	4.4	4.6
<i>Dont: TVA</i>	2.6	2.5	2.6	2.5	2.2	2.6	2.6	2.7	2.7	2.8
Taxes sur le commerce international	2.3	1.9	2.0	2.1	1.9	2.3	2.4	2.4	2.3	2.4
Recettes non fiscales	0.8	1.0	0.9	1.8	1.5	1.8	2.1	2.1	2.1	2.1
Dons	7.8	10.7	9.6	8.9	11.0	8.7	7.6	6.8	6.5	6.3
Programme	3.0	6.0	6.0	3.7	5.2	3.7	2.8	2.1	1.9	1.8
Projet	4.8	4.7	3.6	5.2	5.8	5.0	4.8	4.7	4.6	4.5
Dépenses ¹	17.6	17.6	16.9	19.0	21.7	18.6	18.6	18.6	18.7	18.9
Dépenses primaires	10.6	11.7	12.2	12.4	14.4	12.8	13.1	13.3	13.4	13.6
Dépenses primaires courantes	9.8	10.1	10.9	10.8	12.7	10.7	11.1	11.1	11.1	11.1
Traitements et salaires	4.8	4.7	4.9	4.8	5.2	4.8	4.8	4.8	4.8	4.8
Transferts et subventions	2.2	2.8	2.9	3.3	3.8	3.2	3.4	3.4	3.4	3.4
Biens et services	2.8	2.6	3.2	2.7	3.7	2.8	2.9	2.9	2.9	2.9
Intérêts	0.4	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.2	0.2	0.2
Extérieurs	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Intérieurs	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1
Dépenses en capital	7.4	7.1	5.6	7.9	8.7	7.6	7.3	7.3	7.4	7.6
Financées sur ressources intérieures	0.8	1.6	1.3	1.6	1.7	2.0	2.0	2.1	2.3	2.5
Financées sur ressources extérieures	6.6	5.6	4.3	6.3	7.0	5.5	5.3	5.1	5.1	5.1
Solde global										
Hors dons	-8.7	-8.9	-8.2	-9.3	-13.1	-8.3	-8.0	-7.9	-7.9	-7.8
<i>Dont: solde primaire intérieur ²</i>	-1.7	-3.0	-3.5	-2.7	-5.8	-2.5	-2.5	-2.5	-2.5	-2.5
Dons compris	-1.0	1.8	1.4	-0.4	-2.1	0.4	-0.4	-1.1	-1.4	-1.6
Variation nette des arriérés (- = réduction)	-2.3	-2.2	-2.1	-2.5	-2.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Intérieurs	-2.3	-2.2	-2.1	-2.5	-2.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Extérieurs	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Erreurs et omissions	-0.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Solde global (base caisse)	-3.6	-0.4	-0.7	-2.9	-4.7	0.4	-0.4	-1.1	-1.4	-1.6
Financements identifiés	3.6	0.4	0.7	2.9	4.6	-0.4	0.4	1.1	1.4	1.5
Extérieurs, net	1.5	0.5	0.3	0.7	0.7	0.1	0.1	1.7	2.2	2.6
Prêts-projet	1.9	0.9	0.7	1.1	1.1	0.5	0.5	0.4	0.5	0.6
Prêts-programme ³	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	1.5	1.9	2.3
Amortissement	-0.4	-0.4	-0.4	-0.4	-0.4	-0.4	-0.4	-0.2	-0.2	-0.3
Financement exceptionnel	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Intérieurs, net	2.2	-0.1	0.4	2.2	3.8	-0.5	0.3	-0.6	-0.8	-1.0
Système bancaire	2.5	-0.1	0.4	2.2	3.8	-0.5	0.3	-0.7	-0.9	-1.1
BEAC	2.8	0.1	0.6	2.4	4.0	-0.3	0.3	-1.0	-1.2	-1.4
Prêts/contreparties DTS	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.5	-0.5	-0.4	-0.4	-0.4
Contrepartie aux ressources du FMI (BEAC)	2.2	1.9	0.8	1.0	3.4	1.0	0.7	-0.8	-1.1	-1.2
Retraits de dépôts	0.6	-1.8	-0.2	1.4	0.7	-0.8	0.1	0.3	0.4	0.3
Banques commerciales	-0.3	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	0.0	0.3	0.3	0.3
Non bancaires	-0.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1
Financement exceptionnel	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Besoin de financement résiduel	0.0	...	0.0	...	0.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<i>Pour mémoire:</i>										
Dette publique totale	50.0	47.1	47.8	42.6	47.1	44.5	41.5	39.3	37.5	36.1
Dette publique en monnaie nationale ⁴	13.9	10.2	10.4	7.8	8.3	7.4	6.3	5.5	4.6	4.4

Sources: données communiquées par les autorités nationales et estimations et projections des services du FMI.

¹ Dépenses en base caisse.

² Hors dons, paiement d'intérêts, et dépenses en capital financées sur ressources extérieures.

³ Prêts d'appui budgétaire à déterminer pour les années 2023 et 2024.

⁴ Y compris les arriérés et les prêts de rétrocession sur les ressources du FMI.

Tableau 3. République centrafricaine : situation monétaire, 2018–25

	2018	2019		2020					2021	2022	2023	2024	2025
	Est.	FEC	Proj.	T1 Proj.	T2 Proj.	T3 Proj.	T4 FEC	T4 Proj.	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.
	(en milliards de FCFA, sauf indication contraire)												
Avoirs extérieurs nets	79.8	95.2	89.2	94.4	88.0	100.8	116.1	86.8	93.8	110.1	146.1	191.9	249.9
Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC)	52.1	65.4	37.0	41.8	35.0	47.3	84.0	32.8	36.3	48.2	79.5	120.2	172.7
Banques commerciales	27.7	29.8	52.2	52.6	53.1	53.5	32.1	54.0	57.5	61.9	66.6	71.7	77.1
Avoirs intérieurs nets	263.1	258.9	260.3	278.5	271.0	294.8	298.7	305.9	301.9	310.1	302.7	290.2	273.0
Crédit intérieur	371.0	374.8	374.1	393.2	386.7	411.5	415.4	423.5	427.2	445.1	448.0	446.5	441.2
Crédit au secteur public	207.4	206.3	213.1	235.2	231.3	259.0	238.5	265.8	258.5	262.9	251.3	234.0	211.8
Crédits à l'administration centrale (net)	207.4	206.3	213.1	235.2	231.3	259.0	238.5	265.8	258.5	262.9	251.3	234.0	211.8
BEAC	200.5	202.2	209.1	231.9	228.7	257.2	237.4	264.7	260.5	264.9	248.2	225.9	198.7
Prêts/contreparties DTS	115.9	115.9	115.9	116.5	116.5	116.5	115.9	115.9	108.6	101.1	93.4	85.6	77.7
FMI (net)	117.3	143.6	128.4	136.9	154.3	152.6	158.3	175.0	190.1	200.6	186.3	165.3	140.7
Dépôts	-32.8	-57.3	-37.6	-21.5	-42.1	-11.9	-36.8	-26.3	-38.2	-36.8	-31.5	-25.1	-19.7
Banques commerciales	6.9	4.0	4.0	3.3	2.6	1.8	1.1	1.1	-2.0	-2.0	3.1	8.1	13.1
Crédit à d'autres entités publiques (net)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Crédit à l'économie	163.6	168.5	160.9	158.0	155.5	152.5	176.9	157.7	168.7	182.1	196.7	212.4	229.4
Entreprises publiques	3.6	3.6	3.6	3.6	3.6	3.6	3.6	3.6	3.6	3.6	3.6	3.6	3.6
Secteur privé	160.0	164.9	157.4	154.4	151.9	148.9	173.4	154.2	165.2	178.6	193.1	208.9	225.8
Autres postes (net)	-107.9	-115.9	-113.8	-114.7	-115.7	-116.7	-124.7	-117.6	-125.4	-135.0	-145.3	-156.3	-168.2
Monnaie et quasi-monnaie	343.0	354.1	349.5	372.9	359.1	395.6	406.8	392.6	395.7	420.2	448.8	482.1	522.9
Monnaie	183.7	195.3	180.5	194.0	178.4	198.2	224.9	207.7	208.5	214.7	227.0	239.8	266.0
Dépôts	159.3	158.8	169.0	178.9	180.6	197.4	181.9	185.0	187.1	205.5	221.8	242.3	256.9
Dépôts à vue	97.8	94.1	105.5	115.1	116.5	133.0	113.2	120.2	118.1	131.2	141.9	156.3	174.2
Dépôts à terme et d'épargne	61.5	64.7	63.6	63.9	64.2	64.4	68.7	64.7	69.0	74.3	79.9	86.0	82.7
	(Variation annuelle en pourcentage)												
Avoirs extérieurs nets	-23.0	19.2	11.8	38.5	-13.6	21.6	22.0	-2.8	8.1	17.4	32.7	31.4	30.2
Avoirs intérieurs nets	116.0	-1.6	-1.1	-2.8	13.8	12.6	12.3	17.5	-1.3	2.7	-2.4	-4.1	-5.9
Base monétaire	12.1	7.4	5.5	16.1	7.1	-1.0	2.6	-1.6	6.6	7.7	7.6	7.6	7.6
Crédit à l'économie	11.5	3.0	-1.6	-3.9	-4.9	-2.8	5.0	-2.0	7.0	8.0	8.0	8.0	8.0
Entreprises publiques	204.5	0.0	0.0	0.5	-16.4	-18.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Secteur privé	9.9	3.1	-1.7	-4.0	-4.6	-2.3	5.1	-2.0	7.1	8.1	8.1	8.2	8.1
<i>Pour mémoire :</i>													
AIN de la banque centrale (en milliards de FCFA)	174.8	178.4	202.3	196.6	202.4	189.2	166.2	202.7	214.7	222.0	211.3	192.6	164.0
Base monétaire (en milliards de FCFA)	226.9	243.7	239.4	238.4	237.4	236.4	250.2	235.5	251.0	270.2	290.8	312.9	336.7
PIB nominal (milliards de FCFA)	1266	1360	1335	...	...	...	1464	1380	1471	1584	1705	1834	1974
Vitesse de circulation (PIB/monnaie au sens large)													
Fin de période	3.7	3.8	3.8	...	...	...	3.6	3.5	3.7	3.8	3.8	3.8	3.8

Sources: autorités centrafricaines; estimations et projections des services du FMI.

Tableau 4a. République centrafricaine : balance des paiements, 2018–25
(en milliards de FCFA)

	2018	2019		2020		2021	2022	2023	2024	2025
	Est.	FEC	Proj.	FEC	Proj.			Proj.		
Solde des transactions courantes	-100.8	-76.5	-65.7	-92.5	-78.2	-76.9	-82.8	-97.7	-106.6	-112.1
Solde des biens	-188.5	-207.1	-206.0	-206.8	-206.4	-199.9	-193.6	-192.9	-199.2	-208.8
Exportations, f.à.b.	91.1	93.6	94.1	108.1	82.6	95.3	114.4	130.2	144.6	157.5
dont: diamants	5.0	4.4	2.8	6.2	4.4	5.9	8.0	10.1	12.3	15.2
dont: produits du bois	56.8	55.9	58.0	65.2	41.1	50.3	63.6	74.0	82.6	88.7
Importations, f.à.b.	-279.6	-300.6	-300.1	-314.9	-288.9	-295.1	-308.0	-323.1	-343.8	-366.3
dont : produits pétroliers	-87.5	-91.6	-91.3	-90.4	-61.3	-63.2	-70.9	-78.1	-84.4	-89.9
Services (net)	-36.6	-38.7	-38.7	-36.8	-32.6	-34.4	-44.0	-54.3	-61.4	-67.2
Crédit	110.7	116.1	116.1	121.9	115.7	121.2	122.9	125.0	131.3	140.4
Débit	-147.3	-154.8	-154.8	-158.7	-148.2	-155.6	-166.8	-179.4	-192.7	-207.6
Revenus (nets)	-1.6	-1.9	-1.9	-2.2	-1.9	-1.8	-1.5	-1.4	-1.3	-0.7
Crédit	12.6	13.1	12.9	13.8	13.1	13.6	14.3	15.0	15.7	16.8
Débit	-14.1	-15.1	-14.9	-15.9	-15.0	-15.4	-15.8	-16.4	-17.1	-17.5
Transferts (nets)	125.9	171.2	180.9	153.3	162.6	159.2	156.2	150.9	155.4	164.7
Privés	70.6	71.7	83.1	76.2	67.7	78.4	80.5	82.7	84.9	91.1
Officiels	55.3	99.5	97.8	77.1	94.9	80.8	75.7	68.2	70.6	73.5
dont: Programme	37.5	81.9	80.2	54.1	71.9	53.9	45.0	35.0	34.7	34.7
Compte de capital	60.6	63.3	48.5	75.9	80.3	73.6	76.0	80.1	84.4	88.8
Dons-projet	60.6	63.3	48.5	75.9	80.3	73.6	76.0	80.1	84.4	88.8
Autres transferts (remise de dette)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Compte d'opérations financières	37.6	26.5	23.8	35.3	-8.7	6.8	18.7	48.9	63.0	75.8
Investissements directs	10.0	15.0	15.0	20.0	6.0	15.0	22.5	25.0	27.5	30.0
Investissements de portefeuille	0.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Autres investissements	27.4	11.5	8.8	15.3	-14.7	-8.2	-3.8	23.9	35.5	45.8
Secteur public (net)	18.7	6.5	3.8	10.3	10.3	1.8	1.2	28.9	40.5	50.8
Décaissement au titre de projets	24.4	12.2	9.5	15.7	15.7	7.5	7.5	7.5	10.0	11.8
Décaissement au titre de programmes	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	25.0	35.0	45.0
Amortissement inscrit à l'échéancier	-5.7	-5.7	-5.7	-5.4	-5.4	-5.7	-6.3	-3.6	-4.5	-6.1
Autorités monétaires (allocation de DTS)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Autres flux à court terme	8.7	5.0	5.0	5.0	-25.0	-10.0	-5.0	-5.0	-5.0	-5.0
Erreurs et omissions	-19.4	0.0	-15.8	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Solde global	-22.0	13.3	-9.3	18.7	-6.6	3.5	11.9	31.3	40.8	52.5
Financements identifiés	22.0	-13.3	15.0	-18.6	4.2	-3.5	-11.9	-31.3	-40.8	-52.5
Crédit net du FMI	27.8	26.3	11.1	14.7	46.6	15.1	10.4	-14.3	-21.0	-24.6
Achat de crédits au FMI	-35.9	-27.9	-18.5	-19.1	-51.6	-19.3	-19.3	0.0	0.0	0.0
Rachats au FMI	8.1	1.6	7.4	4.4	4.9	4.2	8.9	14.3	21.0	24.6
Autres réserves (- = augmentation)	-5.8	-39.6	3.9	-33.4	-42.4	-18.6	-22.4	-17.0	-19.7	-27.9
Financement exceptionnel	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Rééchelonnement de la dette	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Autres financements exceptionnels	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Arriérés de paiement de la dette (- = réduction)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Besoins résiduels de financement	0.1	0.0	0.0	0.0	2.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<i>Pour mémoire:</i>										
Termes de l'échange (variation en pourcentage)	-12.4	12.7	13.9	3.5	-0.1	5.9	3.8	2.1	-0.3	-1.1
Prix unitaire des exportations	-3.5	9.8	10.7	0.6	-2.6	3.5	4.2	2.8	0.8	-0.1
Prix unitaire des importations	10.2	-2.6	-2.8	-2.9	-2.5	-2.3	0.4	0.6	1.0	1.0
Solde des transactions courantes (% du PIB)	-8.0	-5.6	-4.9	-6.3	-5.7	-5.2	-5.2	-5.7	-5.8	-5.7
Compte de capital (en pourcentage du PIB)	4.8	4.7	3.6	5.2	5.8	5.0	4.8	4.7	4.6	4.5
PIB nominal (milliards de FCFA)	1266	1360	1335	1464	1380	1471	1584	1705	1834	1974

Sources: autorités centrafricaines; estimations et projections des services du FMI.

Tableau 4b. République centrafricaine : balance des paiements, 2018–25
(en pourcentage du PIB)

	2018	2019		2020		2021	2022	2023	2024	2025
	Est.	FEC	Proj.	FEC	Proj.			Proj.		
	(Pourcentage du PIB)									
Solde des transactions courantes	-8.0	-5.6	-4.9	-6.3	-5.7	-5.2	-5.2	-5.7	-5.8	-5.7
Solde des biens	-14.9	-15.2	-15.4	-14.1	-14.9	-13.6	-12.2	-11.3	-10.9	-10.6
Exportations, f.à.b.	7.2	6.9	7.0	7.4	6.0	6.5	7.2	7.6	7.9	8.0
dont: diamants	0.4	0.3	0.2	0.4	0.3	0.4	0.5	0.6	0.7	0.8
dont: produits du bois	4.5	4.1	4.3	4.5	3.0	3.4	4.0	4.3	4.5	4.5
Importations, f.à.b.	-22.1	-22.1	-22.5	-21.5	-20.9	-20.1	-19.4	-19.0	-18.7	-18.6
dont : produits pétroliers	-6.9	-6.7	-6.8	-6.2	-4.4	-4.3	-4.5	-4.6	-4.6	-4.6
Services (net)	-2.9	-2.8	-2.9	-2.5	-2.4	-2.3	-2.8	-3.2	-3.3	-3.4
Crédit	8.7	8.5	8.7	8.3	8.4	8.2	7.8	7.3	7.2	7.1
Débit	-11.6	-11.4	-11.6	-10.8	-10.7	-10.6	-10.5	-10.5	-10.5	-10.5
Revenus (nets)	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	0.0
Crédit	1.0	1.0	1.0	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.8
Débit	-1.1	-1.1	-1.1	-1.1	-1.1	-1.0	-1.0	-1.0	-0.9	-0.9
Transferts (nets)	9.9	12.6	13.6	10.5	11.8	10.8	9.9	8.9	8.5	8.3
Privés	5.6	5.3	6.2	5.2	4.9	5.3	5.1	4.9	4.6	4.6
Officiels	4.4	7.3	7.3	5.3	6.9	5.5	4.8	4.0	3.8	3.7
dont: Programme	3.0	6.0	6.0	3.7	5.2	3.7	2.8	2.1	1.9	1.8
Compte de capital	4.8	4.7	3.6	5.2	5.8	5.0	4.8	4.7	4.6	4.5
Dons-projets	4.8	4.7	3.6	5.2	5.8	5.0	4.8	4.7	4.6	4.5
Autres transferts (remise de dette)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Compte d'opérations financières	3.0	1.9	1.8	2.4	-0.6	0.5	1.2	2.9	3.4	3.8
Investissement direct	0.8	1.1	1.1	1.4	0.4	1.0	1.4	1.5	1.5	1.5
Investissement de portefeuille	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Autres investissements	2.2	0.8	0.7	1.0	-1.1	-0.6	-0.2	1.4	1.9	2.3
Secteur public (net)	1.5	0.5	0.3	0.7	0.7	0.1	0.1	1.7	2.2	2.6
Décaissement au titre de projets	1.9	0.9	0.7	1.1	1.1	0.5	0.5	0.4	0.5	0.6
Décaissement au titre de programmes	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	1.5	1.9	2.3
Amortissement inscrit à l'échéancier	-0.4	-0.4	-0.4	-0.4	-0.4	-0.4	-0.4	-0.2	-0.2	-0.3
Autorités monétaires (allocation de DTS)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Autres flux à court terme	0.7	0.4	0.4	0.3	-1.8	-0.7	-0.3	-0.3	-0.3	-0.3
Erreurs et omissions	-1.5	0.0	-1.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Solde global	-1.7	1.0	-0.7	1.3	-0.5	0.2	0.8	1.8	2.2	2.7
Financements identifiés	1.7	-1.0	1.1	-1.3	0.3	-0.2	-0.8	-1.8	-2.2	-2.7
Crédit net au FMI	2.2	1.9	0.8	1.0	3.4	1.0	0.7	-0.8	-1.1	-1.2
Achat de crédits au FMI	-2.8	-2.0	-1.4	-1.3	-3.7	-1.3	-1.2	0.0	0.0	0.0
Rachats au FMI	0.6	0.1	0.6	0.3	0.4	0.3	0.6	0.8	1.1	1.2
Autres réserves (- = augmentation)	-0.5	-2.9	0.3	-2.3	-3.1	-1.3	-1.4	-1.0	-1.1	-1.4
Financement exceptionnel	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Rééchelonnement de la dette	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Autres financements exceptionnels	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Arriérés de paiement de la dette (- = réduction)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Besoins résiduels de financement	0.0	0.0	0.0	0.0	0.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<i>Pour mémoire:</i>										
Termes de l'échange (variation en pourcentage)	-12.4	12.7	13.9	3.5	-0.1	5.9	3.8	2.1	-0.3	-1.1
PIB nominal (milliards de FCFA)	1266	1360	1335	1464	1380	1471	1584	1705	1834	1974

Sources: autorités centrafricaines; estimations et projections des services du FMI.

Tableau 5. République centrafricaine : besoins de financement extérieur, 2020–25
(en milliards de FCFA)

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
	Projection					
1. Besoins de financement totaux	202.8	159.3	165.3	167.6	186.5	205.4
Déficit du compte des transactions courantes (hors appui budgétaire)	150.1	130.8	127.8	132.7	141.2	146.8
Amortissement de la dette	5.4	5.7	6.3	3.6	4.5	6.1
Remboursement au FMI	4.9	4.2	8.9	14.3	21.0	24.6
Variations des autres réserves	42.4	18.6	22.4	17.0	19.7	27.9
2. Financement disponible total	76.9	86.1	101.0	107.6	116.9	125.7
Transferts de capitaux	80.3	73.6	76.0	80.1	84.4	88.8
Investissement direct étranger (net)	6.0	15.0	22.5	25.0	27.5	30.0
Investissement de portefeuille (net)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Financement de la dette	15.7	7.5	7.5	7.5	10.0	11.8
Secteur public	15.7	7.5	7.5	7.5	10.0	11.8
Autres entrées nettes de capitaux	-25.0	-10.0	-5.0	-5.0	-5.0	-5.0
3. Écart de financement	125.9	73.2	64.3	60.0	69.7	79.7
4. Sources de financement attendues	71.9	53.9	45.0	60.0	69.7	79.7
dont : Appui budgétaire (dons)	71.9	53.9	45.0	35.0	34.7	34.7
Banque mondiale	44.1	28.1	...	...	...	...
Banque africaine de développement	2.8	2.8	...	...	...	...
Union européenne	18.4	16.4	...	...	...	...
France	6.6	6.6	...	...	...	...
Autres	0.0	0.0	...	...	...	...
dont : Appui budgétaire (prêts) ¹	0.0	0.0	0.0	25.0	35.0	45.0
5. Besoin de financement résiduel	54.0	19.3	19.3	0.0	0.0	0.0
Programme FEC	29.0	19.3	19.3	0.0	0.0	0.0
RCF	22.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Financement non identifié	2.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0

Sources: autorités centrafricaines, estimations des services du FMI

¹ Appui budgétaire à déterminer.

² Inclu le décaissement de la demande de la FEC, approuvé par le conseil d'administration en décembre 2019, qui s'est produit au début de janvier 2020.

Tableau 6. République centrafricaine : indicateurs de la capacité à rembourser le FMI, 2020–30

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Obligations envers le FMI sur la base des crédits existants											
(millions de DTS)											
Principal	6.07	5.16	10.86	17.49	25.79	30.16	29.12	25.31	14.90	6.96	1.19
Commissions et intérêts	0.06	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03
Obligations envers le FMI sur la base du crédit existant et prospectif											
(millions de DTS)											
Principal	6.07	5.16	10.86	17.49	25.79	32.94	40.66	41.62	34.79	26.85	18.30
Commissions et intérêts	0.06	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03	0.03
Obligations envers le FMI sur la base du crédit existant et prospectif											
(milliards de FCFA)											
Principal	4.95	4.21	8.85	14.25	21.02	26.85	33.14	33.92	28.35	21.88	14.91
Commissions et intérêts	0.05	0.02	0.02	0.02	0.02	0.02	0.02	0.02	0.02	0.02	0.02
Encours de crédit du FMI											
Millions de DTS											
Milliards de FCFA	177.1	191.7	202.1	188.0	167.4	141.0	108.1	74.4	46.2	24.5	9.7
Pourcentage des recettes de l'État	150.4	126.9	120.1	102.8	83.8	64.5	46.1	29.7	17.3	8.6	3.2
Pourcentage des exportations de biens et services	89.3	88.6	85.2	73.7	60.7	47.3	33.9	21.9	12.8	6.4	2.4
Pourcentage du service de la dette	1186.0	1338.1	1058.1	870.4	575.9	413.4	324.3	245.6	212.1	159.4	92.2
Pourcentage du PIB	12.8	13.0	12.8	11.0	9.1	7.1	5.1	3.3	1.9	1.0	0.4
Pourcentage de la quote-part	196.3	213.1	224.7	209.1	185.9	156.3	119.8	82.5	51.2	27.1	10.7
Utilisation nette du crédit du FMI (millions de DTS)											
Décassements	63.7	23.9	23.9	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Remboursements et rachats	6.1	5.2	10.9	17.5	25.8	33.0	40.7	41.7	34.8	26.9	18.3
<i>Pour mémoire :</i>											
PIB nominal (en milliards de francs CFA)	1380.3	1471.2	1584.0	1704.7	1834.1	1973.9	2115.6	2256.3	2405.9	2565.7	2736.3
Exportations de biens et services (milliards de FCFA)	198.2	216.4	237.3	255.3	275.9	297.9	318.7	339.7	360.8	382.8	408.0
Recettes publiques (milliards de FCFA)	117.7	151.0	168.3	182.9	199.7	218.6	234.4	250.2	266.9	284.7	303.8
Service de la dette (milliards de FCFA)	14.9	14.3	19.1	21.6	29.1	34.1	33.3	30.3	21.8	15.4	10.5
Quote-part du FMI (en millions de DTS)	111.4	111.4	111.4	111.4	111.4	111.4	111.4	111.4	111.4	111.4	111.4

Source : projections des services du FMI.

Tableau 7. République centrafricaine : indicateurs de solidité financière, 2012–19

Concept	Déc.-12	Déc.-13	Déc.-14	Déc.-15	Déc.-16	Déc.-17	Juin-18	Déc.-18	Juin-19	Déc.-19
Adéquation des fonds propres										
Ratio fonds propres réglementaires totaux/actifs pondérés en fonct. des risques	22.7	39.1	42.2	38.7	32.0	34.3	32.0	28.5	31.4	30.3
Ratio fonds propres totaux (valeur nette)/actifs	22.2	23.7	21.9	21.1	19.2	21.0	20.6	21.3	21.0	20.0
Qualité des actifs										
Ratio prêts improductifs/total des prêts	9.6	28.5	27.7	30.9	25.6	22.9	22.0	15.6	19.1	12.6
Ratio prêts improductifs nets des provisions/fonds propres	1.6	50.0	44.4	34.9	18.7	4.3	5.2	0.6	7.4	6.0
Bénéfices et rentabilité										
Ratio revenu net/moyenne des actifs (rendement de l'actif)	4.5	-1.3	0.9	-0.9	0.8	0.9	2.6	4.0	2.7	N/A
Ratio revenu net/moyenne des fonds propres (rendement des fonds propres)	20.7	-5.4	3.8	-4.0	4.2	4.8	12.7	18.8	13.0	N/A
Ratio charges hors intérêts/revenu brut	64.0	79.5	73.6	72.8	67.3	88.6	79.2	76.7	71.5	N/A
Liquidité										
Ratio actifs liquides/total des actifs	16.6	19.2	27.5	40.0	31.9	30.7	27.1	29.9	27.6	26.3
Ratio actifs liquides/passifs à court terme	114.5	149.1	203.1	276.1	219.6	227.4	186.6	198.6	182.7	165.8

Sources : autorités centrafricaines ; BEAC.

Annexe I. Lettre d'intention



Mme. Kristalina Georgieva
Directrice générale
Fond Monétaire International
700 19th Street, N.W.
Washington, D.C. 20431
États-Unis d'Amérique

Bangui, le 09 avril 2020

Madame la Directrice générale,

1. Le 14 mars, la République centrafricaine (RCA) a signalé son premier cas de maladie Coronavirus (COVID-19). Depuis lors, [neuf] autres cas ont été signalés. Le gouvernement a réagi rapidement à cette éruption. Les frontières ont été fermées, les vols commerciaux interdits et les mouvements en provenance de Bangui restreints. Les établissements publics et privés d'enseignements sont désormais fermés, tout comme les rassemblements de plus de 15 personnes. Les visites dans les hôpitaux ont été restreintes et des installations pour le lavage des mains fournies dans les bâtiments publics. Malgré ces dispositions, il subsiste des problèmes d'approvisionnement en eau. La quarantaine obligatoire est en place pour les voyageurs en provenance de pays touchés par la pandémie. Les citoyens vivant à l'étranger sont instamment priés de ne pas se rendre en RCA.
2. La pandémie survient à un moment critique, un an à peine après la signature de l'accord politique pour la paix et la réconciliation de février 2019. En dépit de quelques flambées sporadiques de violence, la situation en matière de sécurité s'est récemment améliorée, comme en témoignent une réduction progressive du nombre de violations de l'accord de paix, des progrès dans le déploiement des forces gouvernementales dans les provinces et la création de brigades mixtes de sécurité. Si elle n'est pas contenue, la pandémie pourrait mettre un terme à cette amélioration, voire l'inverser. Cela pourrait également compliquer davantage la préparation des élections présidentielles et législatives prévues à la fin de cette année.
3. L'impact économique et social négatif de la pandémie devrait être considérable, touchant tous les secteurs de l'économie, et commence déjà à se faire sentir. Les importations en provenance de Chine, notre principal partenaire commercial, ont ralenti, de même que nos exportations de bois, qui sont actuellement à l'arrêt. Nos échanges commerciaux devraient être particulièrement affectés

par la fermeture des frontières. Dans l'ensemble, nos projections préliminaires suggèrent qu'en raison de la baisse de la demande locale et extérieure, des perturbations de nos échanges commerciaux, et des mesures de confinement, la croissance du PIB réel pourrait passer de 3 pourcent en 2019 à pas plus de 1 pourcent en 2020, bien en deçà des projections de 5 pourcent en 2020 au moment de l'approbation de l'arrangement au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) soutenu par le FMI.

4. La pandémie exerce également une forte pression sur nos comptes budgétaires. Certaines entreprises ont déjà réduit leur production en raison de difficultés à obtenir des matières premières et ont indiqué qu'elles ne pourraient pas payer leurs impôts comme prévu. Nous nous attendons donc à ce que les revenus soient sensiblement inférieurs aux prévisions antérieures. Dans le même temps, contenir la propagation du virus nécessitera la mise en œuvre du plan de riposte exhaustif que nous avons préparé en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Ce plan, dont le coût est estimé à au moins 27 milliards de FCFA, vise notamment : (i) la prise en charge médicale des cas confirmés ; (ii) l'amélioration du contrôle des principaux points d'entrée du pays ; et (iii) le renforcement des capacités du personnel et des installations médicales. Pour limiter l'impact des moindres recettes et des coûts de santé supplémentaires sur le déficit, nous identifierons et essaierons de mettre en œuvre jusqu'à 6 milliards de FCFA d'économies sur les dépenses non prioritaires (y compris missions et activités culturelles). Nous considérons cependant que l'impact restant doit être accommodé pour nous permettre de répondre à nos besoins considérables en matière sociale, d'infrastructures et de sécurité, ce qui est essentiel à nos objectifs de croissance inclusive et de réduction de la pauvreté. Nous avons également l'intention d'identifier d'autres économies potentielles sur les dépenses non prioritaires et de solliciter des financements supplémentaires sous forme de dons auprès de nos partenaires en développement pour financer des mesures supplémentaires—telles qu'un soutien ciblé aux régions et aux ménages les plus touchés—afin d'atténuer l'impact social et économique de la crise.

5. En outre, la pandémie génère d'importants et urgents besoins supplémentaires de financement extérieur, car la baisse des exportations de produits de base, des envois de fonds et des flux financiers et l'augmentation des importations de produits de santé ne seront que partiellement compensées par la baisse des autres importations. Pour nous aider à répondre à ces besoins urgents, nous demandons un décaissement de 27,85 millions de DTS, équivalent à 25 pourcent de notre quota, au titre du guichet Choc exogène de la Facilité de crédit rapide (FCR). Ce soutien financier du FMI, combiné avec le soutien de la Banque mondiale, de l'Union européenne et d'autres partenaires au développement, aidera à combler la plupart des déficits de financements extérieur et budgétaire prévus en 2020. Pour combler le déficit restant et construire des marges de manœuvre au cas où l'impact de la pandémie se révélerait pire que prévu, nous essaierons de mobiliser des financements

supplémentaires sous formes de dons auprès de nos partenaires au développement. Nous avons sollicité l'aide du FMI dans le cadre du Fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes.

6. Nous restons fermement déterminés à atteindre les objectifs fixés dans le cadre de l'accord au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) avec le FMI. Le maintien de la stabilité macroéconomique et de la viabilité de la dette et le rétablissement d'une croissance inclusive durable sont essentiels aux efforts du gouvernement pour rétablir durablement la paix et la prospérité dans le pays. Nous poursuivrons donc nos efforts pour améliorer la mobilisation des recettes intérieures, renforcer la gestion des finances publiques et améliorer la gouvernance et le climat des affaires. Nous n'avons pas l'intention d'introduire des mesures ou des politiques qui exacerberaient les difficultés de balance des paiements, telles que l'intensification des restrictions de change et sur les échanges commerciaux et d'autres mesures ou politiques qui aggraveraient ces difficultés. Nous convenons en outre de coopérer avec le FMI en ce qui concerne toute évaluation actualisée des sauvegardes de la BEAC effectuée par le FMI. Enfin, nous veillerons à ce que le financement extérieur supplémentaire que nous recevons soit utilisé efficacement pour répondre aux besoins liés à la crise et entreprendrons un audit indépendant des dépenses d'atténuation de la crise après la fin de la crise dont nous publierons les résultats.

7. Nous comptons rendre public le rapport des services du FMI, y compris la présente lettre d'intention. Nous autorisons par conséquent les services du FMI à publier ces documents sur le site internet du FMI une fois que le Conseil d'administration aura approuvé le décaissement du FCR. Nous vous prions d'agréer, Madame la Directrice générale, l'expression de nos sentiments distingués.

/s/

Henri-Marie Dondra

Ministre des Finance et du Budget

/s/

Firmin Ngrébada

Premier Ministre



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

13 avril 2020

DEMANDE DE DÉCAISSEMENT AU TITRE DE LA FACILITÉ DE CRÉDIT RAPIDE—ANALYSE DE VIABILITÉ DE LA DETTE

Approuvé par
Annalisa Fedelino (département Afrique), Sean Nolan (département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation), et Marcello Estevão (IDA)

Rédigé par les services du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Association internationale de développement (IDA)¹

République centrafricaine¹	
Analyse de viabilité de la dette conduite conjointement par la Banque mondiale et le FMI	
Risque de surendettement extérieur	Élevé ²
Risque global de surendettement	Élevé
Détail de l'évaluation du risque	Viable
Recours au jugement	Non
Projections macroéconomiques	Cette mise à jour de l'AVD intègre l'impact économique attendu de la pandémie, dont une forte baisse de la croissance et des échanges commerciaux et un creusement important du déficit budgétaire et du déficit des transactions courantes en 2020. Un retour à la normale devrait s'esquisser au cours du second semestre de 2020 et permettre à la croissance de se rétablir partiellement en 2021.
Stratégie de financement	Du fait de la faiblesse de ses indicateurs de liquidité, la stratégie de la RCA demeure de solliciter du financement supplémentaire sous forme de dons de la part de donateurs multilatéraux et bilatéraux pour combler les écarts de financement résiduels résultant de l'impact économique de la pandémie de COVID-19 et des mesures mises en place pour tenter de l'endiguer.
Outils de réalisme signalés	Sans objet
Évaluation mécanique du risque dans le cadre de l'AVD extérieure	Élevé
Évaluation mécanique du risque dans le cadre de l'AVD publique	Élevé

¹ Le périmètre de la dette n'a pas changé depuis la dernière AVD.
² L'indice composite de la RCA, établi sur la base des *Perspectives de l'économie mondiale* d'octobre 2019 et de l'EPIN 2018, s'élève à 2,44, ce qui révèle une faible capacité d'endettement.

¹ La présente AVD a été conduite conjointement par le FMI et la Banque mondiale, conformément au CVD-PFR révisé et à la note d'orientation (2017) en vigueur au 1^{er} juillet 2018.

La présente analyse de viabilité de la dette (AVD) constitue une mise à jour de l'analyse conjointe de la Banque mondiale et du FMI de décembre 2019 ; elle tient compte des toutes dernières perspectives économiques, qui ont été considérablement modifiées par la pandémie de COVID-19. La République centrafricaine (RCA) reste exposée à un risque élevé de surendettement extérieur et à un risque global élevé de surendettement, de façon inchangée par rapport à la dernière AVD de décembre 2019.² Ces risques ont augmenté en raison de la grande incertitude relative à l'impact économique de la pandémie de COVID-19. Si les indicateurs de solvabilité restent au-dessous des seuils de référence, le décaissement au titre de la FCR devrait accentuer le dépassement des indicateurs de liquidité à moyen terme. La sensibilité des indicateurs de dette aux tests de résistance standards, la forte incertitude pesant sur les projections macroéconomiques, la volatilité de la situation sécuritaire et le niveau élevé des passifs éventuels sont autant de facteurs qui justifient l'évaluation de risque élevé. La dette devrait rester viable à moyen terme, à condition que les autorités continuent à mettre en œuvre les politiques économiques et les réformes structurelles auxquelles elles se sont engagées dans le cadre de l'accord au titre de la FEC une fois que les effets de la crise de la COVID se seront estompés. Compte tenu de la situation difficile en termes de dette, les services des deux institutions recommandent que le programme d'investissement du gouvernement s'appuie sur un financement sous forme de dons, les prêts concessionnels ne devant être envisagés qu'à titre exceptionnel.

Le présent cadre macroéconomique se fonde sur les informations actuellement disponibles. Les répercussions économiques de la crise de la COVID-19 et les mesures de riposte évoluent rapidement, et les risques sont orientés sensiblement à la baisse.

² [Rapport pays n° 20/1, janvier 2020.](#)

Tableau 1. République centrafricaine : cadre de viabilité de la dette extérieure, scénario de référence 2017-40
(Pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Effectif			Projections							Moyenne 8/		
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2030	2040	Historique	Projections
Dette extérieure (nominale) 1/	35.4	37.2	37.2	39.7	38.0	35.7	33.8	32.3	31.1	29.1	27.4	28.7	32.4
<i>dont : contractée ou garantie par l'État (CGE)</i>	35.4	37.2	37.2	39.7	38.0	35.7	33.8	32.3	31.1	29.1	27.4	28.7	32.4
Variation de la dette extérieure	0.4	1.8	0.0	2.5	-1.7	-2.2	-1.9	-1.5	-1.1	0.1	-0.1		
Flux générateurs d'endettement net identifiés	...	3.9	3.8	4.9	2.7	2.1	2.6	2.7	2.7	0.2	-0.2	3.9	1.7
Déficit des transactions courantes hors intérêts	7.7	7.8	4.8	5.5	5.1	5.1	5.6	5.6	5.5	2.8	2.7	7.1	4.2
Déficit de la balance des biens et services	16.4	17.8	18.3	17.3	15.9	15.0	14.5	14.2	14.0	8.8	8.5	15.0	12.3
Exportations	15.9	15.9	15.7	14.4	14.7	15.0	15.0	15.0	15.1	15.2	15.5		
Importations	32.4	33.7	34.1	31.7	30.6	30.0	29.5	29.3	29.1	24.0	24.0		
Transferts courants nets (négatifs = entrées)	-8.8	-9.9	-13.6	-11.8	-10.8	-9.9	-8.9	-8.5	-8.3	-7.3	-5.8	-7.8	-8.7
<i>dont : officiels</i>	-3.2	-4.4	-7.3	-6.9	-5.5	-4.8	-4.0	-3.8	-3.7	-3.9	-2.9		
Autres flux extérieurs courants (négatifs = entrées nettes)	0.0	-0.1	0.0	0.0	0.0	-0.1	-0.1	-0.1	-0.2	1.3	0.0	-0.1	0.6
IDE nets (négatifs = entrées)	-0.8	-0.8	-1.1	-0.4	-1.0	-1.4	-1.5	-1.5	-1.5	-1.8	-2.3	-1.3	-1.5
Dynamique endogène de la dette 2/	-4.0	-3.1	0.2	-0.2	-1.3	-1.6	-1.5	-1.4	-1.3	-0.7	-0.6		
Contribution du taux d'intérêt nominal	0.1	0.2	0.1	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.3		
Contribution de la croissance du PIB réel	-1.4	-1.2	-1.1	-0.4	-1.5	-1.8	-1.7	-1.6	-1.5	-0.9	-0.9		
Contribution des variations de prix et de taux de change	...	-2.0	1.1	...	...	...	...	...	...	...	...
Résidu 3/	...	-2.2	-3.8	-2.4	-4.4	-4.3	-4.5	-4.3	-3.8	-0.2	0.1	-3.0	-2.4
<i>dont : financement exceptionnel</i>	...	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		
Indicateurs de viabilité													
VA de la dette extérieure CGE/PIB	...	...	18.6	21.1	20.8	20.0	19.0	17.9	16.9	14.5	17.0		
VA de la dette extérieure CGE/exportations	...	...	118.3	147.2	141.2	133.4	126.7	119.0	112.2	95.4	109.7		
Ratio service de la dette CGE/exportations	1.8	3.8	3.6	7.2	6.9	8.4	9.1	11.5	12.3	8.0	6.3		
Ratio service de la dette CGE/recettes	3.7	6.8	6.6	12.1	9.8	11.9	12.7	15.8	16.7	10.1	7.0		
Total des besoins de financement bruts (milliards de dollars EU)	148.9	173.3	96.3	143.2	127.7	134.4	161.2	186.1	199.6	104.8	116.5		
Principales hypothèses macroéconomiques													
Croissance du PIB réel (en pourcentage)	4.5	3.8	3.0	1.0	4.0	5.0	5.0	5.0	5.0	3.4	3.4	-0.2	4.1
Déflateur du PIB en dollars EU (variation en pourcentage)	8.6	6.0	-2.9	1.8	3.5	3.0	2.8	2.7	2.7	2.5	2.5	2.5	2.9
Taux d'intérêt effectif (pourcentage) 4/	0.4	0.5	0.4	0.4	0.4	0.4	0.5	0.6	0.6	0.8	1.2	1.1	0.6
Croissance des exportations de biens & services (\$, en %)	0.3	10.2	-1.3	-6.1	10.3	10.2	7.9	8.3	8.2	6.2	6.2	6.1	6.9
Croissance des importations de biens & services (\$, en %)	6.8	14.6	1.0	-4.3	-4.2	5.8	6.1	7.0	7.2	6.0	6.0	7.8	3.9
Élément don des nouveaux emprunts du secteur public (en %)	...	...	...	35.6	36.3	36.3	53.1	53.3	53.2	46.6	31.9	...	46.8
Recettes publiques (hors dons, en pourcentage du PIB)	7.8	8.9	8.7	8.5	10.3	10.6	10.7	10.9	11.1	12.1	14.0	8.0	11.0
Flux d'aide (en millions de dollars) 5/	14434.2	24576.8	9719.7	283.5	230.0	220.0	210.3	217.5	230.9	226.3	164.9		
Financement équivalent don (en pourcentage du PIB) 6/	...	...	...	12.8	9.3	8.3	7.8	7.8	7.8	5.9	2.6	...	8.0
Financement équivalent don (en % du financement extérieur) 6/	...	...	...	80.1	88.9	88.4	89.7	87.2	85.3	80.4	64.2	...	84.1
PIB nominal (millions de dollars EU)	2,072	2,280	2,279	2,345	2,525	2,732	2,948	3,178	3,427	4,858	8,687		
Croissance du PIB nominal en dollars	13.5	10.1	0.0	2.9	7.7	8.2	7.9	7.8	7.8	6.0	6.0	2.1	7.1
Pour mémoire :													
VA de la dette extérieure 7/	...	...	18.6	21.1	20.8	20.0	19.0	17.9	16.9	14.5	17.0		
En pourcentage des exportations	...	...	118.3	147.2	141.2	133.4	126.7	119.0	112.2	95.4	109.7		
Ratio service de la dette/exportations	1.8	3.8	3.6	7.2	6.9	8.4	9.1	11.5	12.3	8.0	6.3		
VA de la dette extérieure CGE (millions de dollars EU)	...	...	424.5	495.9	524.7	545.9	559.4	569.0	580.1	704.7	1477.5		
(VAT - VAT-1)/PIBt-1 (en pourcentage)	...	...	...	3.1	1.2	0.8	0.5	0.3	0.3	1.0	1.3		
Déficit des transactions courantes hors intérêts stabilisant le ratio d'endettement	7.3	6.0	4.8	3.0	6.8	7.3	7.5	7.2	6.6	2.7	2.8		

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Comprend à la fois la dette extérieure des secteurs public et privé.

2/ Égale à $[r - g - p(1 + g) + Ea(1 + r)] / (1 + g + p + ga)$ multiplié par le ratio d'endettement de la période précédente, où r = taux d'intérêt nominal, g = taux de croissance du PIB réel, p = taux de croissance du déflateur du PIB en \$EU, E = appréciation nominale de la monnaie locale, et α = part de la dette extérieure libellée en monnaie locale dans la dette extérieure totale.

3/ Inclut les ajustements de valeur. Pour les projections, cela comprend en outre la contribution des variations de prix et de taux de change. La haute valeur des résidus s'explique par les dons projets, non capturés dans ce tableau.

4/ Charges d'intérêt de l'exercice en cours divisées par le stock de la dette de la période précédente.

5/ Il s'agit des dons, des prêts concessionnels et de l'allègement de la dette.

6/ Le financement équivalent don inclut les dons accordés à l'État directement et sous la forme des nouveaux emprunts (différence entre la valeur faciale et la VA de la nouvelle dette).

7/ On suppose que la VA de la dette du secteur privé est équivalente à sa valeur faciale.

8/ Les moyennes historiques et les écarts types sont généralement calculés sur les dix dernières années, compte tenu des données disponibles. Les moyennes de projections sont calculées sur la première année de projection et sur les dix prochaines années.

Définition de la dette extérieure/intérieure	En fonction de la résidence
Existe-t-il une grande différence entre les deux critères?	Non

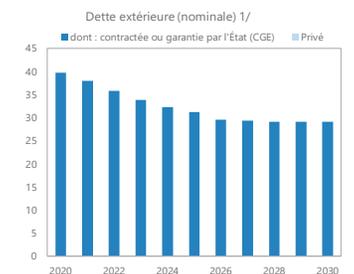
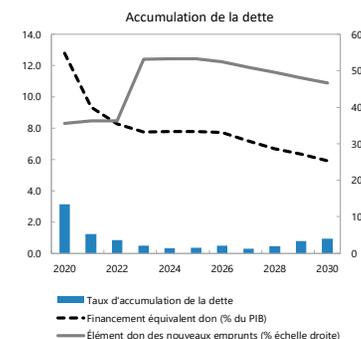


Tableau 2. République centrafricaine : cadre de viabilité de la dette du secteur public, scénario de référence 2017–40
(Pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Effectif			Projections								Moyenne 6/	
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2030	2040	Historique	Projections
Dette du secteur public 1/	50.3	50.0	47.8	47.1	44.5	41.5	39.3	37.5	36.1	30.6	28.7	44.7	36.7
dont : dette extérieure	35.4	37.2	37.2	39.7	38.0	35.7	33.8	32.3	31.1	29.1	27.4	28.7	32.4
Variation de la dette du secteur public	-3.6	-0.2	-2.2	-0.7	-2.6	-3.0	-2.3	-1.7	-1.5	-0.3	-0.1	0.8	-1.5
Flux générateurs d'endettement identifiés	-7.9	0.0	-2.8	-0.8	-2.7	-3.0	-2.1	-1.7	-1.2	-0.3	0.0	0.8	-1.5
Déficit primaire	0.7	0.6	-1.8	1.8	-0.7	0.1	0.9	1.2	1.4	1.1	1.2	0.8	0.8
Recettes et dons	12.8	16.6	18.3	19.6	18.9	18.3	17.5	17.4	17.3	16.7	15.9	13.9	17.6
dont : dons	5.0	7.8	9.6	11.0	8.7	7.6	6.8	6.5	6.3	4.7	1.9	14.6	18.4
Dépenses primaires (hors intérêts)	13.5	17.2	16.6	21.3	18.3	18.4	18.4	18.6	18.7	17.8	17.1		
Dynamique automatique de la dette	-8.6	-0.8	-1.4	-1.5	-2.8	-3.0	-2.7	-2.5	-2.3	-1.4	-1.2	0.1	-0.1
Contribution de l'écart de taux d'intérêt/croissance	-5.2	-2.2	-2.3	-1.2	-2.6	-2.9	-2.6	-2.4	-2.3	-1.5	-1.2		
dont : contribution du taux d'intérêt réel moyen	-2.8	-0.3	-0.8	-0.7	-0.8	-0.7	-0.6	-0.5	-0.5	-0.4	-0.3		
dont : contribution de la croissance du PIB réel	-2.3	-1.9	-1.4	-0.5	-1.8	-2.1	-2.0	-1.9	-1.8	-1.0	-0.9		
Contribution de la dépréciation du taux de change réel	-3.5	1.3	0.9	--	--	--	--	--	--	--	--		
Autres flux générateurs d'endettement identifiés	0.0	0.2	0.4	-1.0	0.8	-0.1	-0.3	-0.4	-0.3	0.0	0.0	0.1	-0.1
Produit des privatisations (négatif)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		
Comptabilisation des passifs implicites ou conditionnels (par ex: recapitalisation bancaire)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		
Allègement de la dette (Initiative PPTe et autres)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		
Variation des dépôts	--	0.2	0.4	-0.8	0.8	-0.1	-0.3	-0.4	-0.3	0.0	0.0		
Résiduel	4.3	-0.2	0.6	-0.4	-0.2	-0.2	-0.2	-0.1	-0.3	0.0	0.0	2.0	-0.2
Indicateurs de viabilité													
Ratio VA de la dette du secteur public 2/	--	--	29.4	28.5	27.3	25.7	24.4	23.2	21.8	15.9	18.3		
Ratio VA de la dette publique/recettes et dons	--	--	160.4	145.6	144.1	141.0	139.6	133.2	126.0	95.4	115.1		
Ratio service de la dette/recettes et dons (en %) 3/	9.2	18.6	17.1	20.9	10.1	12.2	14.5	19.5	23.1	13.6	9.3		
Besoin de financement brut 4/	1.7	3.4	1.4	5.7	1.2	2.3	3.4	4.5	5.3	3.4	2.6		
Principales hypothèses macroéconomiques et budgétaires													
Croissance du PIB réel (en pourcentage)	4.5	3.8	3.0	1.0	4.0	5.0	5.0	5.0	5.0	3.4	3.4	-0.2	4.1
Taux d'intérêt nominal moyen sur la dette extérieure (en pourcentage)	0.5	0.5	0.4	0.4	0.4	0.4	0.5	0.6	0.6	0.8	1.2	1.1	0.6
Taux d'intérêt réel moyen sur la dette intérieure (en pourcentage)	-5.3	-0.4	-0.7	-0.4	-0.1	0.0	0.3	0.9	1.4	3.3	5.7	-1.9	1.1
Dépréciation du taux de change réel (en pourcentage, + dénote une dépréciation)	-10.9	4.0	2.4	--	--	--	--	--	--	--	--	2.9	--
Taux d'inflation (déflateur du PIB, en pourcentage)	6.4	1.3	2.4	2.3	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	4.5	2.7
Croissance des dépenses primaires réelles (corrigée du déflateur du PIB, en %)	22.4	31.8	-0.9	30.1	-10.9	5.7	5.1	5.9	5.8	3.0	2.9	3.1	5.2
Déficit primaire stabilisant le ratio dette/PIB 5/	4.3	0.8	0.5	2.5	1.9	3.1	3.2	2.9	2.8	1.5	1.2	1.9	2.3
VA des passifs conditionnels (non inclus dans dette du secteur public)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Couverture de la dette publique : administrations centrale et locales plus administrations de sécurité sociale, banque centrale, dette garantie par l'État. La définition de la dette extérieure se fait en fonction de la résidence.

2/ Le ratio VA de la dette extérieure par rapport au PIB dans l'AVD publique diffère de l'AVD externe, l'ampleur des différences dépendant des projections de taux de change.

3/ Le service de la dette est égal à la somme des intérêts et de l'amortissement de la dette à moyen et long terme, et de la dette à court terme.

4/ Le besoin de financement brut est égal au déficit primaire plus le service de la dette plus l'encours de la dette à court terme à la fin de la période précédente et autres flux générateurs ou réducteurs d'endettement.

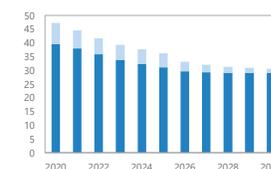
5/ Défini comme le déficit primaire moins la variation du ratio dette publique/PIB (-); excédent primaire, qui stabiliserait le ratio de la dette uniquement dans l'année en question.

6/ Les moyennes historiques et les écarts types sont généralement calculés sur les dix dernières années, pour autant que les données soient disponibles.

Définition de la dette extérieure/intérieure	En fonction de la résidence
Existe-t-il une grande différence entre les deux critères?	Non

Dette du secteur public 1/

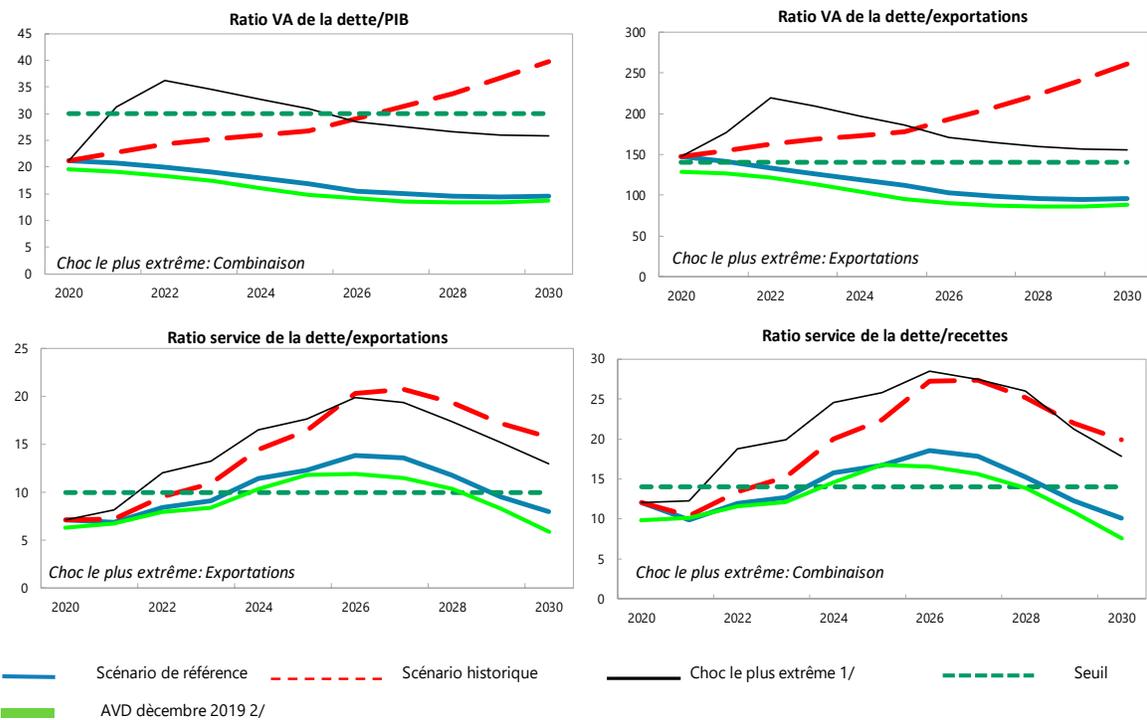
■ dont: en monnaie étrangère
■ dont: en monnaie nationale



■ dont: détenu par les résidents
■ dont: détenu par les non-résidents



Graphique 1. République centrafricaine : indicateurs de la dette extérieure contractée ou garantie par l'État selon divers scénarios, 2020–30



Personnalisation des paramètres par défaut	Ampleur		Interactions
	Ampleur	Interactions	
Chocs standardisés	Oui		
Choc spécifique			
Passifs éventuels combinés	Oui		
Catastrophes naturelles	n.a.		n.a.
Prix des produits de base	n.a.		n.a.
Financement de marché	n.a.		n.a.

Note : "Oui" indique toute modification de la taille ou des interactions des paramètres par défaut pour les tests de résistance. "n.a." indique que le test de résistance ne s'applique pas.

Hypothèses de financement pour les tests de résistance *	Défaut		Défini par l'utilisateur
	Défaut	Défini par l'utilisateur	
Part de la dette marginale			
Dette extérieure CGE à moyen et long terme	100%		
Modalités de la dette marginale			
Taux d'intérêt nominal moyen des nouveaux emprunts en dollars	0.8%	0.8%	
Taux d'actualisation, dollars EU	5.0%	5.0%	
Échéance moyenne (période de grâce comprise)	30	30	
Période de grâce moyenne	6	6	

* Note : Tous les besoins de financement supplémentaires générés par les chocs dans le cadre des tests de résistance sont supposés être couverts par la dette externe de MLT PPG dans l'AVD externe. Les termes par défaut de la dette marginale sont fondés sur des projections de référence sur 10 ans.

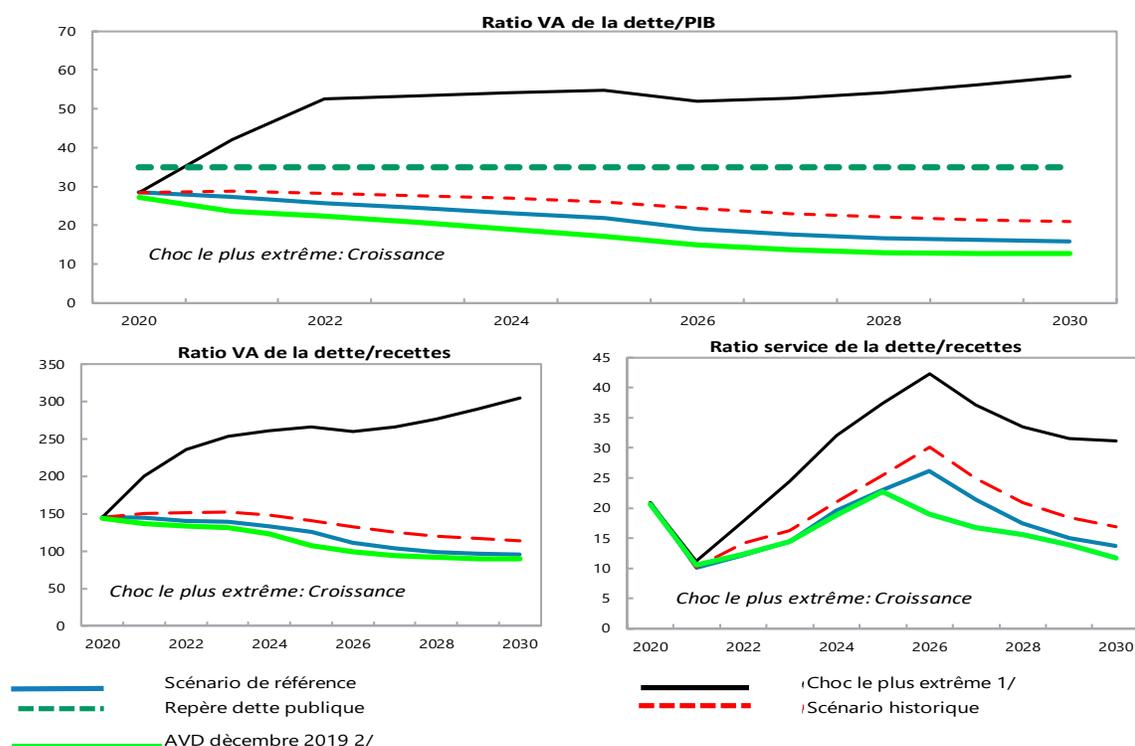
Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Le test de résistance le plus extrême est le test qui donne le ratio le plus élevé en ou avant 2030. Les tests de résistance avec un dépassement exceptionnel sont eux aussi présentés (le cas échéant), mais les dépassements exceptionnels sont remplacés par des signaux mécaniques. Lorsqu'un test de résistance avec un dépassement exceptionnel s'avère le choc le plus extrême même après élimination de ce dépassement, seul ce test de résistance (avec un dépassement exceptionnel) serait présenté.

2/ Le scénario alternatif correspond à la dernière AVD (décembre 2019).

3/ L'ampleur des chocs utilisés pour le test de résistance aux chocs sur les prix des produits de base est fondée sur les perspectives d'évolution des prix des produits de base établies par le département des Études du FMI.

Graphique 2. République centrafricaine : indicateurs de la dette publique selon divers scénarios, 2020–30



Hypothèses de financement pour les tests de résistance *	Défaut	Défini par l'utilisateur
Part de la dette marginale		
Extérieure CGE à moyen et long terme	77%	77%
Intérieure à moyen et long terme	8%	8%
Intérieure à court terme	15%	15%
Dette extérieure à MLT		
Taux d'intérêt nominal moyen des nouveaux emprunts en dollars EU	0.8%	0.8%
Échéance moyenne (y compris période de grâce)	30	30
Période de grâce moyenne	6	6
Dette intérieure à MLT		
Taux d'intérêt réel moyen des nouveaux emprunts	5.5%	5.5%
Échéance moyenne (y compris période de grâce)	2	2
Période de grâce moyenne	1	1
Dette intérieure à court terme		
Taux d'intérêt réel moyen	2%	2.0%

* Note : dans l'AVD publique, le financement intérieur couvre les besoins de financement additionnels résultant des chocs dans les tests de résistance relevant de l'AVD publique. Par défaut, les modalités de la dette marginale sont fondées sur les projections de référence pour une période de 10 ans.

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Le test de résistance le plus extrême est le test qui donne le ratio le plus élevé en ou avant 2030. Le test de résistance avec un dépassement exceptionnel est lui aussi présenté (le cas échéant) mais le dépassement exceptionnel est remplacé par des signaux mécaniques. Lorsqu'un test de résistance avec un dépassement exceptionnel s'avère le choc le plus extrême même après élimination de ce dépassement, seul ce test de résistance (avec un dépassement exceptionnel) serait présenté.

2/ Le scénario alternatif correspond à la dernière AVD (décembre 2019)

Tableau 3. République centrafricaine : analyse de sensibilité des principaux indicateurs de la dette extérieure contractée ou garantie par l'État, 2020–30

	Projections										
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Ratio VA de la dette/PIB											
Scénario de référence	21.1	20.8	20.0	19.0	17.9	16.9	15.5	14.9	14.5	14.4	14.5
A. Scénarios alternatifs											
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2020-2040 1/	21.1	22.8	24.3	25.3	26.0	26.8	29.1	31.3	33.8	36.6	39.7
A2. Scénario alternatif: AVD de décembre 2019	19.6	19.1	18.3	17.3	15.9	14.8	14.1	13.5	13.3	13.4	13.7
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	21.1	25.6	30.3	28.8	27.1	25.7	23.5	22.6	22.0	21.9	22.0
B2. Solde primaire	21.1	22.5	23.1	22.2	21.0	19.9	18.3	17.7	17.2	17.0	17.0
B3. Exportations	21.1	22.1	23.7	22.6	21.4	20.3	18.6	18.0	17.5	17.2	17.1
B4. Autres flux 2/	21.1	24.8	27.4	26.1	24.8	23.6	21.7	21.0	20.4	19.8	19.5
B5. Dépréciation ponctuelle de 30%	21.1	26.1	21.6	20.4	19.2	18.1	16.5	15.8	15.4	15.5	15.8
B6. Combinaison de B1-B5	21.1	31.2	36.2	34.5	32.7	31.0	28.5	27.5	26.5	26.0	25.8
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	21.1	27.1	27.0	26.2	24.9	23.7	21.8	21.1	20.7	20.5	20.5
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Seuil	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30
Ratio VA de la dette/exportations											
Scénario de référence	147.2	141.2	133.4	126.7	119.0	112.2	102.8	98.7	95.8	95.1	95.4
A. Scénarios alternatifs											
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2020-2040 1/	147.2	154.9	162.3	168.6	172.8	177.7	192.9	207.3	223.0	241.3	261.2
A2. Scénario alternatif: AVD de décembre 2019	128.8	126.8	121.6	114.0	104.8	94.9	90.6	87.1	85.7	86.0	88.0
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	147.2	141.2	133.4	126.7	119.0	112.2	102.8	98.7	95.8	95.1	95.4
B2. Solde primaire	147.2	153.3	153.9	148.1	139.8	131.8	121.1	117.0	113.7	112.3	112.0
B3. Exportations	147.2	177.2	219.3	208.9	196.9	186.2	171.0	164.9	159.9	156.9	155.6
B4. Autres flux 2/	147.2	168.5	182.7	174.4	165.0	156.5	144.0	139.3	134.4	130.7	128.3
B5. Dépréciation ponctuelle de 30%	147.2	141.2	114.9	108.8	101.8	95.5	87.3	83.5	80.9	81.3	82.7
B6. Combinaison de B1-B5	147.2	188.1	160.5	187.4	176.8	167.3	153.7	148.3	142.7	139.8	138.4
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	147.2	183.9	179.9	175.0	165.7	156.9	144.5	139.9	136.5	135.2	135.1
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Seuil	140	140	140	140	140	140	140	140	140	140	140
Ratio service de la dette/exportations											
Scénario de référence	7.2	6.9	8.4	9.1	11.5	12.3	13.9	13.6	11.8	9.6	8.0
A. Scénarios alternatifs											
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2020-2040 1/	7.2	7.2	9.5	10.9	14.5	16.4	20.3	20.8	19.4	17.2	15.7
A2. Scénario alternatif: AVD de décembre 2019	6.3	6.7	8.0	8.4	10.3	11.9	11.9	11.4	10.4	8.3	5.9
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	7.2	6.9	8.4	9.1	11.5	12.3	13.9	13.6	11.8	9.6	8.0
B2. Solde primaire	7.2	6.8	8.6	9.4	11.7	12.5	14.1	13.7	12.4	10.6	9.1
B3. Exportations	7.2	8.2	12.0	13.2	16.5	17.6	19.9	19.4	17.4	15.2	13.0
B4. Autres flux 2/	7.2	6.9	8.8	9.8	12.1	12.9	14.4	14.1	13.5	12.3	10.6
B5. Dépréciation ponctuelle de 30%	7.2	6.9	8.4	8.9	11.2	12.1	13.7	13.4	11.6	8.5	7.0
B6. Combinaison de B1-B5	7.2	7.6	10.8	11.6	14.4	15.4	17.4	17.0	16.3	13.5	11.5
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	7.2	6.8	9.0	9.7	12.1	12.8	14.4	14.0	12.2	10.0	8.4
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Seuil	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0	10.0
Ratio service de la dette/recettes											
Scénario de référence	12.1	9.8	11.9	12.7	15.8	16.7	18.6	17.9	15.3	12.2	10.1
A. Scénarios alternatifs											
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2020-2040 1/	12.1	10.4	13.4	15.2	20.0	22.3	27.2	27.4	25.1	22.0	19.8
A2. Scénario alternatif: AVD de décembre 2019	9.9	10.1	11.6	12.1	14.6	16.8	16.5	15.6	13.9	10.8	7.6
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	12.1	12.1	18.0	19.3	24.0	25.4	28.1	27.1	23.1	18.5	15.3
B2. Solde primaire	12.1	9.8	12.1	13.1	16.2	17.1	18.8	18.0	16.1	13.6	11.5
B3. Exportations	12.1	9.9	12.2	13.3	16.5	17.4	19.2	18.4	16.3	14.0	11.8
B4. Autres flux 2/	12.1	9.8	12.4	13.6	16.7	17.5	19.3	18.5	17.5	15.7	13.4
B5. Dépréciation ponctuelle de 30%	12.1	12.3	14.9	15.5	19.4	20.6	22.9	22.1	18.9	13.7	11.1
B6. Combinaison de B1-B5	12.1	12.3	18.7	19.9	24.5	25.8	28.5	27.4	26.0	21.2	17.9
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	12.1	9.8	12.7	13.5	16.6	17.5	19.2	18.5	15.9	12.8	10.6
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Seuil	14.0	14.0	14.0	14.0	14.0	14.0	14.0	14.0	14.0	14.0	14.0

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Les variables comprennent la croissance du PIB réel, le déflateur du PIB (en \$EU), le solde des transactions courantes hors intérêts en pourcentage du PIB et les flux non générateurs d'endettement.

2/ Y compris les transferts officiels et privés, ainsi que les IDE.

Tableau 4. République centrafricaine : analyse de sensibilité des principaux indicateurs de la dette publique, 2020–30

	Projections										
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Ratio VA de la dette/PIB											
Scénario de référence	28.5	27.3	25.7	24.4	23.2	21.8	19.0	17.6	16.7	16.3	15.9
A. Scénarios alternatifs											
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2020-2040 1/	28.5	28.8	28.3	27.6	26.9	25.9	24.4	23.1	22.1	21.4	20.9
A2. Scénario alternatif: AVD de décembre 2019	27.1	23.6	22.4	20.8	18.9	17.1	14.9	13.8	13.0	12.8	12.8
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	28.5	42.1	52.5	53.3	54.1	54.7	52.0	52.7	54.1	56.2	58.4
B2. Solde primaire	28.5	29.8	29.8	28.2	26.8	25.4	22.2	20.8	19.8	19.2	18.8
B3. Exportations	28.5	28.5	29.1	27.7	26.3	24.9	21.8	20.4	19.4	18.8	18.3
B4. Autres flux 2/	28.5	31.3	33.1	31.5	30.1	28.5	25.2	23.7	22.6	21.7	20.9
B5. Dépréciation ponctuelle de 30%	28.5	40.1	37.4	35.0	32.5	29.8	25.0	22.3	20.2	18.8	17.6
B6. Combinaison de B1-B5	28.5	32.3	32.3	31.6	30.7	29.6	26.4	24.8	23.8	23.2	22.8
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	28.5	37.0	34.3	32.3	30.8	29.2	25.8	24.3	23.3	22.7	22.2
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Niveau de référence de la dette publique	35.0	35.0	35.0	35.0	35.0	35.0	35.0	35.0	35.0	35.0	35.0
Ratio VA de la dette/recettes 2/											
Scénario de référence	145.6	144.1	141.0	139.6	133.2	126.0	111.2	103.7	99.0	96.7	95.4
A. Scénarios alternatifs											
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2020-2040 1/	146	150	151	153	148	141	132	125	120	117	114
A2. Scénario alternatif: AVD de décembre 2019	20.7	10.5	12.4	14.4	18.9	22.7	18.9	16.7	15.5	13.9	11.7
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	145.6	200.9	236.2	253.9	260.9	266.0	259.7	266.2	276.6	290.2	305.2
B2. Solde primaire	145.6	157.6	163.4	161.1	154.2	146.5	130.5	122.5	117.3	114.3	112.2
B3. Exportations	145.6	150.4	159.5	158.3	151.4	143.6	127.9	120.2	115.0	111.6	109.2
B4. Autres flux 2/	145.6	165.3	181.4	180.4	173.0	164.5	147.7	139.7	133.6	128.9	125.2
B5. Dépréciation ponctuelle de 30%	145.6	219.9	212.0	206.7	193.0	177.2	150.6	134.8	122.9	114.5	107.9
B6. Combinaison de B1-B5	145.6	165.5	163.4	168.0	164.4	159.0	144.9	137.2	132.6	130.4	129.2
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	145.6	195.4	188.0	184.7	177.1	168.7	151.4	143.1	137.9	135.0	133.1
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
Ratio service de la dette/recettes 2/											
Scénario de référence	20.9	10.1	12.2	14.5	19.5	23.1	26.2	21.4	17.5	15.0	13.6
A. Scénarios alternatifs											
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2020-2040 1/	20.9	10.1	14.2	16.3	21.0	25.4	30.2	24.9	20.9	18.4	16.9
A2. Scénario alternatif: AVD de décembre 2019	20.7	10.5	12.4	14.4	18.9	22.7	18.9	16.7	15.5	13.9	11.7
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	20.9	11.1	17.7	24.4	32.1	37.4	42.3	37.1	33.5	31.6	31.2
B2. Solde primaire	20.9	10.0	15.8	19.6	21.8	23.7	26.3	21.5	18.2	16.2	14.9
B3. Exportations	20.9	10.1	12.3	14.7	19.8	23.3	26.4	21.6	18.0	16.2	14.7
B4. Autres flux 2/	20.9	10.1	12.5	15.0	20.1	23.6	26.6	21.8	19.0	17.5	16.0
B5. Dépréciation ponctuelle de 30%	20.9	10.6	14.2	16.6	22.4	26.2	29.7	24.9	20.6	17.4	15.4
B6. Combinaison de B1-B5	20.9	10.4	13.1	17.4	24.1	28.6	32.4	27.5	23.6	21.0	19.6
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	21	10	26	24	22	24	27	22	18	16	14
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C4. Financement de marché	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.

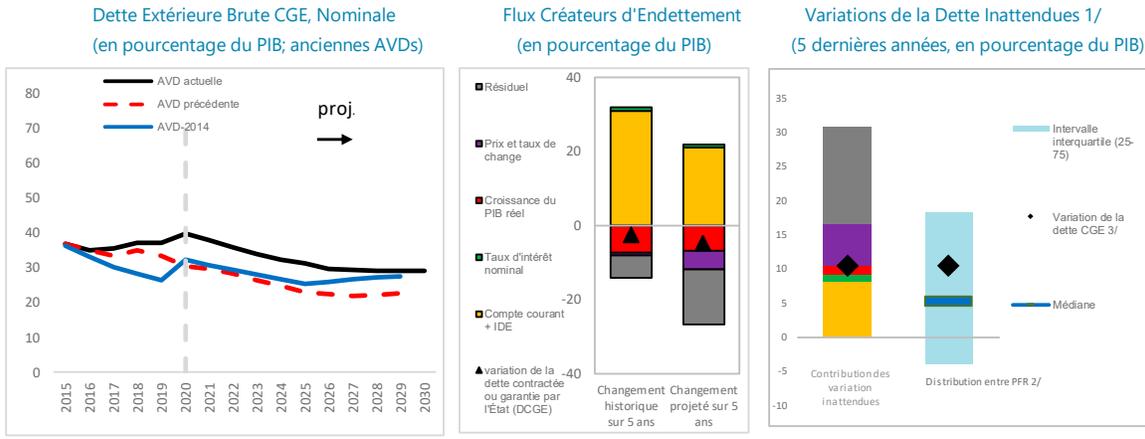
Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Les variables comprennent la croissance du PIB réel, celle du déflateur du PIB et le solde primaire en pourcentage du PIB.

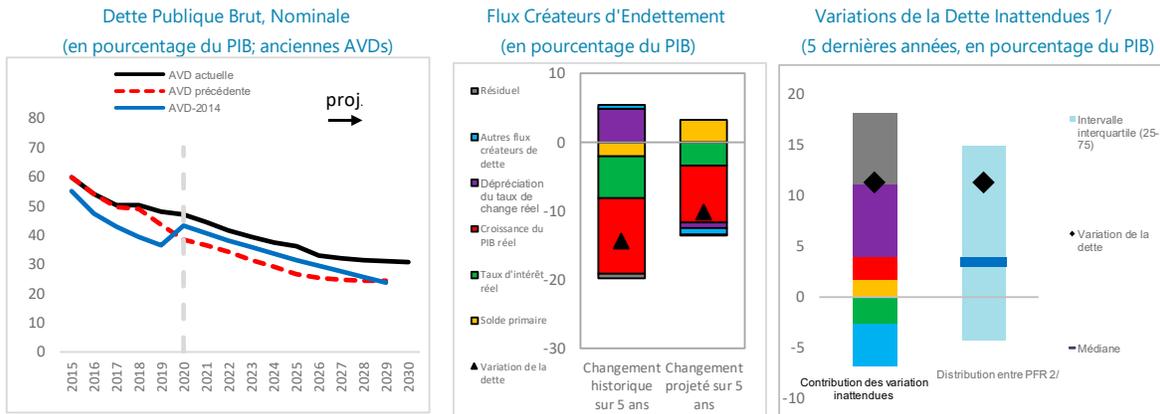
2/ Y compris les transferts officiels et privés, ainsi que les IDE.

Graphique 3. République centrafricaine : déterminants de la dynamique de la dette, scénario de référence

Dettes extérieures



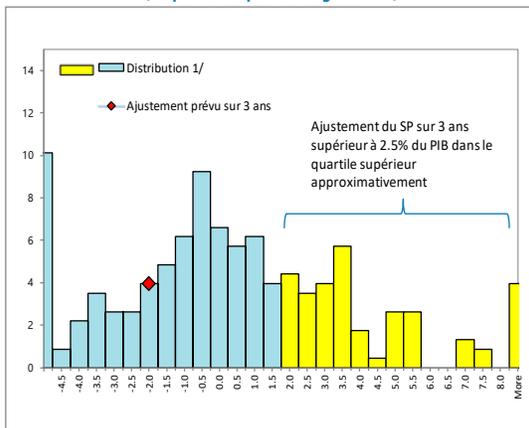
Dettes publiques



- 1/ Différence entre les contributions prévues et effectives aux ratios d'endettement.
- 2/ Répartition des pays à faible revenu pour lesquels des AVDs PFR ont été produits.
- 3/ Étant donné le niveau relativement faible de la dette extérieure privée pour la moyenne des pays à faible revenu, une variation en points de pourcentage de la dette extérieure CGE devrait être en grande partie expliquée par les déterminants de l'équation de la dynamique de la dette extérieure.

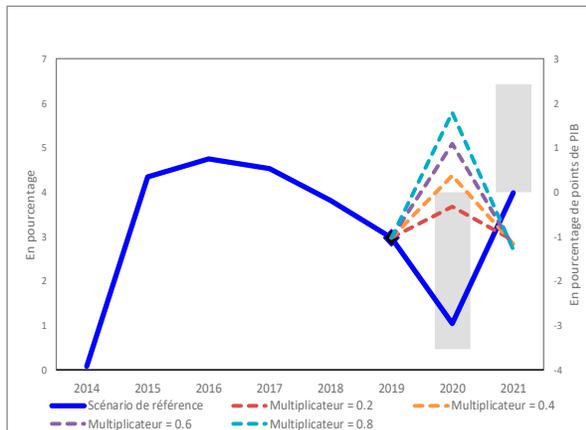
Graphique 4. République centrafricaine : outils de réalisme

Ajustement sur 3 ans du solde primaire (en points de pourcentage du PIB)



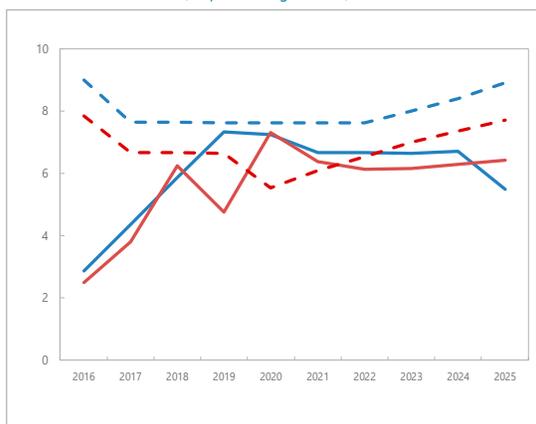
1/ Les données couvrent les programmes financés par le FMI pour les PFR (à l'exclusion du financement d'urgence) approuvés depuis 1990. L'ampleur de l'ajustement triennal à partir de la création du programme est couverte sur l'axe horizontal; le pourcentage d'échantillon est couvert sur l'axe vertical.

Ajustement budgétaire et trajectoires de croissance possibles 1/



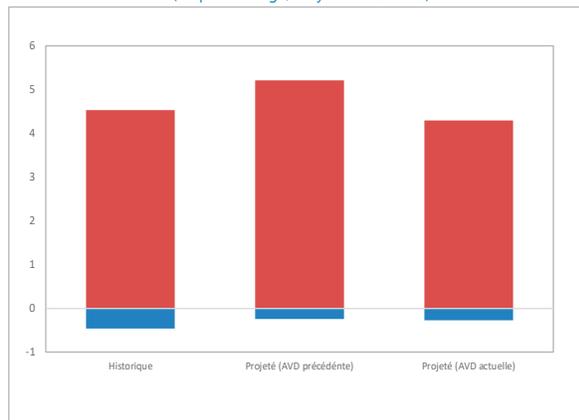
1/ Les barres renvoient à l'ajustement budgétaire annuel projeté et les lignes montrent les trajectoires possibles de croissance du PIB réel sous différents multiplicateurs budgétaires.

Taux de l'investissement public et privé (en pourcentage du PIB)



— Investissement public - AVD précédente — Investissement public - AVD actuelle
 - - - Investissement privé - AVD précédente - - - Investissement privé - AVD actuelle

Contribution à la croissance du PIB réel (en pourcentage, moyenne sur 5 ans)



■ Contribution d'autres facteurs
 ■ Contribution de l'investissement public

**Déclaration de M. Raghani, administrateur pour la République centrafricaine
et de M. Bangrim, conseiller de l'administrateur**

Le 20 avril 2020

1. Les autorités de la République centrafricaine (RCA) tiennent à exprimer leur gratitude au conseil d'administration, à la direction et aux services du FMI pour leur appui continu et notamment, pour l'approbation récente d'un allègement du service de la dette au titre du fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes. La pandémie de COVID-19 a frappé la République centrafricaine à un moment crucial, alors que des progrès étaient en train d'être accomplis en termes de renforcement de la stabilité macroéconomique, dans le cadre notamment de l'accord au titre de la facilité élargie de crédit (FEC). Des efforts étaient aussi faits pour restaurer la situation politique suite à l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation de février 2019. En réponse à la pandémie, les autorités ont mis en place avec diligence des mesures d'endiguement et ont préparé un plan d'urgence en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) afin de contrôler la propagation du virus et de renforcer le système de santé. Pour faire face aux besoins de financement qu'engendre ce choc exogène d'envergure, les autorités demandent au Fonds monétaire international une aide d'urgence dans le cadre de la facilité de crédit rapide (FCR).

Évolution antérieure à la pandémie de COVID-19

2. Même si elle est passée de 3,8 % en 2018 à 3,0 % en 2019, la croissance économique est restée ancrée fermement en territoire positif grâce notamment à l'augmentation de la production d'or et de diamants, et malgré la diminution de la production de coton et de café. L'inflation est demeurée inférieure au seuil de convergence régional de 3,0 %. Le déficit des transactions courantes est passé de 8,0 % du PIB en 2018 à 5,6 % en 2019, ce qui a contribué à l'amélioration générale de la balance des paiements. Le solde budgétaire global, hors dons, s'est amélioré, et la dette publique a légèrement diminué en 2019, passant de 50,0 % en 2018 à 48,0 % en 2019. Les banques sont bien capitalisées, rentables et liquides, et le ratio des prêts improductifs a diminué, passant de 19,1 % en août 2019 à 12,6 % à la fin de 2019. Les perspectives étaient globalement favorables, la croissance étant prévue à 5,0 % à moyen terme, grâce à l'amélioration de la situation dans les secteurs minier et énergétique.

3. Les autorités ont poursuivi le processus de redressement et de consolidation de la paix prévu dans l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation de février 2019. Des élections présidentielles et législatives doivent normalement avoir lieu en décembre 2020, ce qui devrait consolider plus encore la stabilité. Il reste par contre beaucoup de progrès à faire dans le processus de réinstallation des nombreux réfugiés déplacés pendant la période d'insécurité.

Impact de la pandémie de COVID-19 et riposte des pouvoirs publics

4. Le 16 avril 2020, le nombre de cas confirmés de COVID-19 en République centrafricaine avait atteint 12 personnes. Comme nous l'avons déjà indiqué, les autorités ont fait preuve d'une grande diligence dans leurs efforts pour freiner la propagation de la pandémie. Elles ont fermé les frontières et les écoles, restreint les déplacements, interdit les grands rassemblements et fait la promotion de saines pratiques d'hygiène. Le plan de réponse préparé en collaboration avec l'OMS vise à assurer aux personnes infectées les traitements nécessaires, à resserrer les contrôles aux principaux postes frontaliers et à renforcer le système de soins de santé. Ce plan devrait coûter 27 milliards de francs CFA (2 % du PIB). Cela étant dit, le pays fait face à d'importants problèmes d'infrastructure, notamment pour ce qui est de la distribution d'eau, qui affecteront l'efficacité du plan d'urgence.

5. La pandémie est durement ressentie dans tous les secteurs de l'économie, du fait d'une demande extérieure réduite, de la baisse des prix des produits de base, de moindres envois de fonds, ainsi que de la perturbation du commerce avec les pays voisins et du ralentissement de l'activité résultant de la fermeture des frontières. Les perspectives économiques se sont donc assombries. Les projections de croissance du PIB pour 2020 ont été ramenées à 1,0 %, tandis que l'inflation augmentera à 3,5 %. Le solde extérieur devrait se détériorer en raison, notamment, de la diminution des flux financiers, ce qui créera un déficit considérable de financement extérieur. Sur le plan budgétaire, la baisse des recettes et l'augmentation des dépenses liées à la santé gonfleront le déficit primaire intérieur et créeront aussi des besoins de financement élevés.

6. Les autorités sont fermement déterminées à mener des politiques macroéconomiques prudentes et des réformes structurelles visant à accroître les recettes intérieures, à renforcer la gestion des finances publiques, ainsi qu'à améliorer la gouvernance et le climat des affaires comme prévu dans le cadre de l'accord FEC. Entre-temps, elles doivent relâcher leur politique budgétaire pour financer les dépenses liées à la pandémie. Sans pour autant perdre de vue ses priorités de politique économique, à savoir une croissance inclusive et la réduction de la pauvreté, le gouvernement économisera aussi jusqu'à 0,5 % du PIB, soit 6 milliards de francs CFA, sur les dépenses non prioritaires. L'aide aux segments les plus vulnérables de la population sera augmentée dès que le pays aura accès à l'aide financière additionnelle de ses partenaires.

7. En ce qui concerne les politiques monétaire et financière, la BEAC a abaissé les taux d'intérêt directeurs, accru les apports de liquidités, élargi l'éventail de garanties financières acceptées pour obtenir du refinancement et réduit le coût des services bancaires pour soutenir l'économie. Simultanément, la COBAC a resserré sa surveillance afin de préserver la stabilité financière.

Demande de financement au titre de la FCR

8. Les autorités de la République centrafricaine sollicitent un déboursement au titre du guichet choc exogène de la facilité de crédit rapide de 25 % de la quote-part du pays, soit 27,85 millions de DTS, pour couvrir en partie les besoins de financement importants créés par la pandémie. Ce décaissement n'affectera pas l'évaluation de risque élevé de surendettement du pays et sa capacité à rembourser le FMI, qui est jugée satisfaisante. Par ailleurs, les autorités sont déterminées à continuer de chercher à parvenir à un accord satisfaisant avec tous les créanciers bilatéraux de la RCA dans l'objectif de renforcer la viabilité de sa dette. Même si le soutien d'autres donateurs, dont la Banque mondiale et l'Union européenne, viendra s'ajouter aux ressources de la FCR, une aide extérieure additionnelle sous la forme de dons et de financement concessionnel sera nécessaire pour combler tous les besoins de financement. Les autorités de la République centrafricaine espèrent pouvoir bénéficier d'un tel élan de solidarité.

Conclusion

La pandémie de COVID-19 a largement accru les besoins de la République centrafricaine et menace les efforts de relèvement et de consolidation de la paix que les autorités déploient pour sortir le pays d'une situation très précaire. Les autorités seront extrêmement reconnaissantes au conseil d'administration d'approuver leur demande de financement d'urgence visant à renforcer les capacités du pays, et particulièrement de son système de santé, à affronter la pandémie. Ce financement jettera aussi les bases de la stabilité macroéconomique et d'une croissance inclusive au sortir de la pandémie.